

SOMMAIRE - INHOUD	Page/Bladzij
PV du comité de concertation Commune/CPAS relatif au budget 2024.	2
Proces-verbaal van het overlegcomité Gemeente/OCMW over de begroting 2024.	8
Intervention de Madame la Bourgmestre, Catherine Moureaux, lors de la présentation du budget communal 2023 au Conseil communal du 29 mai 2024	14
Toespraak van Mevrouw de Burgemeester, Catherine Moureaux, tijdens de presentatie van de gemeentebegroting 2023 aan de gemeenteraad op 29 mei 2024	25

Présents

Madame C. Moureaux, Bourgmestre
Monsieur G. Van Leeckwyck, Echevin des Finances

Monsieur W. Bracquené, Inspecteur régional FRBRTC

Madame N. Vandeput, Directrice financière et Secrétaire communale ff
Madame E. Mauclet, Receveur communal
Madame S. Rassart, Collaboratrice de N. Vandeput

Madame G. Bastin, Présidente du C.P.A.S.
Monsieur M. Dumont, Membre du Conseil de l'action sociale

Monsieur D. Rozen, Secrétaire général temporaire du C.P.A.S.
Monsieur N. Lambremont, Directeur financier du C.P.A.S.
Monsieur T. Bex, Responsable du service des Finances du C.P.A.S.
Monsieur P. Debouvere, Responsable du service juridique du C.P.A.S.

Excusés

Madame H. Ouberri, Echevine de l'action sociale et de la tutelle sur le CPAS
Monsieur A. Mbulu Lazare, Membre du Conseil de l'action sociale
Monsieur N. Wennekes, Membre du Conseil de l'action sociale
Madame N. Tielens, Membre du Conseil de l'action sociale

Ordre du jour

1. Budget 2024 du CPAS

Madame la Bourgmestre remercie le CPAS pour le travail réalisé, différent de celui des autres années vu la situation financière et budgétaire qui impose de faire des économies et donne la parole à Madame Bastin.

Madame Bastin remercie Madame la Bourgmestre et poursuit en disant :

« Ce budget a été élaboré dans un contexte particulièrement difficile. Il est en réflexion depuis 8 mois, soumis à la fois à des demandes d'économies (à 2 reprises) de la Commune et à celles de pertes de subsides des autres niveaux de pouvoir. Comme à la Commune, les restrictions ont un impact récurrent sur les services et les tensions que cela génère en interne mais aussi et surtout sur les usagers. Nous avons prévu avec optimisme un budget 2024 applicable à 1^{er} avril, puis au 1^{er} mai. Vous comprenez combien ce Comité de concertation a toute son importance pour réaliser les prévisions.

Dès décembre 2023 les C.P.A.S. bruxellois ont subi la suppression pure et simple de la subvention énergie de 20 millions accordée par la COCOM. Or, les factures annuelles tombent actuellement.

De manière plus générale, le retrait des financements accordés lors des crises successives (comme celle des Ukrainiens) et le manque de financement structurel des C.P.A.S. fragilisent nos habitants les plus exposés à la pauvreté. Les médias s'en font d'ailleurs de plus en plus l'écho.

Comme vous le savez, la suppression des subsides a eu pour effet immédiat la perte du financement de 42 travailleurs. Heureusement, une nouvelle convention signée avec le Collège réuni a permis de prolonger 21 emplois au 01.01.2024, mais 21 membres du personnel, dont 14 AS, n'ont pas pu voir leur contrat de travail prolongé. Cet état a fortement impacté le fonctionnement des équipes et remis en cause les services aux usagers.

Avec l'accord de la Commune et de l'Inspection régional, le budget du C.P.A.S. qui vous est présenté prévoit l'engagement de 9 AS à charge de la dotation communale ce qui est un effort considérable compte tenu de la situation. Les affectations de ce personnel se feront en première ligne qui en a grandement besoin vu l'augmentation incessante du nombre de demandes des usagers et vu aussi la charge socio-économique de plus en plus lourde que représentent ces demandeurs avec des troubles associés de santé mentale, d'addictions, de sans-abrisme, etc ...

Par contre il a fallu prendre des mesures de rationalisation des offres proposées aux citoyens et se recentrer sur nos missions légales. Sachez que ces décisions ont été difficiles à prendre. L'application de cette mesure d'austérité est la fermeture du service des aides ménagères, service non subventionné par la COCOM. Les bénéficiaires seront orientés pour les travaux ménagers vers des services externes. Ils pourront faire appel au C.P.A.S. en cas de situations difficiles. Ce personnel sera bien sûr accompagné individuellement par le service RH avec toute l'attention que cela exige dans leur fin de contrat et leurs orientations professionnelles. Le service des aides familiales qui lui bénéficie des subventions est bien préservé.

Dans les mesures de rationalisation décidées on retrouve :

- la réaffectation aux missions légales, c.à.d. au service Social général, du suivi des Neet's, c.à.d. les jeunes ni à l'emploi, ni en formation, ni en enseignement, avec le maintien des ateliers de pédagogie personnalisés qui sont ouverts à ces jeunes ;
- la réduction de l'offre de services au service de Médiation de dettes en réaffectant 4 de ses assistants sociaux au service Social général (pour compenser la perte de travailleurs de 1^{ère} ligne) ;
- la réduction de 30 unités du contingent « article 60 », décision qui n'est pas irréversible si de nouveaux moyens sont accordés au C.P.A.S. en la matière ;
- la fermeture du Centre de rencontre Parc « Marie-José » à partir du 1^{er} juillet de cette année. Cette décision s'appuie sur la vétusté du bâtiment qui abrite ce service et la nécessité de renoncer à y réaliser d'importants et coûteux investissements (inondations récurrentes par temps d'orages, matériel et équipements de cuisine à remplacer). La décision des autorités est de centraliser les activités se déroulant actuellement du Parc « Marie-José » dans le bâtiment du site Lemaire, mieux adapté à la demande et aux besoins des bénéficiaires avec une ouverture 7 jours sur 7, la participation à des ateliers Gymsana et numériques, une bibliothèque, ... Pour ce point je propose de rencontrer Madame Ouberri pour organiser ce changement.

Le personnel du Centre de rencontre sera réaffecté sur le nouveau site et remplacera le personnel sous contrat précaire.

Les autorités fédérales ont mis en place un nouvel outil qui permet de déterminer si les ressources des bénéficiaires aidés permettent de vivre dans la dignité humaine. Cela s'appelle REDI et son utilisation est prévue actuellement jusqu'au 31 décembre 2024. L'utilisation progressive de cet outil sera l'occasion de financer des aides complémentaires octroyées à certains publics, comme par exemple les personnes faisant l'objet de saisies Secal ou ayant des montants de dettes accumulées.

Dans sa politique d'insertion socioprofessionnelle, le C.P.A.S. veille en 2024 à accélérer sa procédure de mise à l'emploi en automatisant certains de ses processus comme par exemple, dès la première demande de l'usager, l'informer de l'obligation, sauf dans les cas de problèmes avérés d'équité ou de santé, de l'insertion socioprofessionnelle, pour laquelle il sera accompagné par son assistante sociale titulaire.

Le C.P.A.S. accentuera le suivi des jeunes mis aux études de plein exercice. Ce sont 350 PIIS supplémentaires qui sont visés et permettront de dégager une recette complémentaire en 2024 et pour les années suivantes.

Toujours dans l'objectif de la mise à l'emploi et d'aider l'usager à sortir de l'assistanat, il y a un travail de mise en valeur de l'acquisition des compétences par des formations en lien par exemple avec les métiers en pénurie. Avec ces objectifs, le Centre de compétence a pris tout son sens et sa raison d'être.

Le budget prévoit pour la Résidence Arcadia la poursuite de travaux de mise en conformité (lieux de vie, salles de bain, ...) imposée par Iriscare et donc d'améliorer le confort des résidents. Ainsi, cet exercice verra la première phase des travaux se concrétiser par la mise aux normes de 20 chambres de l'Aile 1. La phase suivante sera consacrée à la mise en service de la résidence-services sociale « Alliance Habitat », pour laquelle les autorités du Centre viennent de confirmer auprès de la SLRB leur participation.

Devant les demandes successives d'économies de la Commune et les pertes de subsides, le C.P.A.S. a pu répondre dans son projet de budget 2024 à ces impératifs financiers tout en maintenant ses obligations légales d'exercer ses missions. Je pense pouvoir dire que Monsieur l'Inspecteur a été informé de tous ces efforts financiers et y a été sensible. J'espère que les collègues présents à cette concertation le seront également.

Merci de votre écoute. »

Monsieur Bracquené rappelle que le plan financier 2022-2024 prévoit une réduction de la dotation communale de 0,82 % entre 2022 et 2024, liée à la fonction 8341 : Arcadia.

Par rapport au budget 2023, le budget 2024 augmente de +6.34 %.

Le compte 2022 du CPAS a augmenté la dotation communale 2023 de € 432.000. En plus, le budget 2024, augmente de +1.354.327 ou +3.53 % par rapport au B2023-2. Pour éviter que la dotation communale atteigne € 40,483 M, € 875.000 de produits de la vente d'immeubles ont été affectés au financement des dépenses de dette extraordinaires de l'exercice 2024. Donc pour diminuer la charge annuelle 2024 des amortissements annuels des emprunts existants du CPAS. Notons aussi que dans les aliénations prévues aux budgets depuis 2022, il y a une non-réalisation importante, à savoir de € 808.000 à la préfiguration du résultat de 2023 par rapport au € 1.452.166 dans le budget. Avec une réinscription d'un produit de vente de € 785.000 au budget 2024 concernant ces projets de vente non-réalisés en 2023.

Au niveau de l'aide sociale, il y a une augmentation de la charge nette du « RIS 70 % » de € 836.000 par rapport au budget 2023 et de 20 % ou € 3,5 M par rapport au compte 2022. Pour les aides autonomes, il y a une diminution de € 2,581 M au budget 2023 à € 2,142 M au budget 2024.

Au niveau d'Arcadia, il y a une augmentation du taux d'occupation de 1 % en 2023, ce qui porte le taux d'occupation à 86 %, chiffre repris dans le budget 2024 mais le taux réel durant l'exercice 2023 varie entre 77,8 % (en mars 2023) et 87,2 % (en août/septembre 2023) pour redescendre à 84 % en février 2024.

Au niveau de l'effectif normé de personnel, outre une surqualification généralisée, on note ce qui suit :

- Pour les infirmiers : les normes imposent un infirmier A2 mais il y a un infirmier A1 à Arcadia. Les normes sont dépassées de 28,84 % en 2023, contre un dépassement de 21,07 % en 2022.

Madame la Bourgmestre demande ce que cela représente en unité.

Monsieur Bracquené répond qu'il s'agit d'un pourcentage par rapport aux normes qui évoluent l'occupation et avec l'évolution du degré d'autonomie des résidents.

- Pour le personnel soignant : les normes sont dépassées de 93,63 % en 2024 contre un dépassement de 80 % en 2023.

Madame la Bourgmestre demande si cela signifie qu'il y a deux médecins au lieu d'un.

Monsieur Bracquené et Monsieur Rozen disent qu'il s'agit des aides-soignants.

Madame la Bourgmestre dit que c'est notamment cela qui explique la bonne qualité d'Arcadia.

Monsieur Rozen dit qu'il faut aussi tenir compte du taux d'occupation dans les chiffres cités rapportés aux normes à respecter.

Monsieur Bracquené constate que lorsque le taux d'occupation est faible, l'effectif existant de personnel administratif influence plus lourdement le résultat d'exploitation d'Arcadia.

Madame la Bourgmestre dit qu'il est impossible d'enlever un cinquième d'aide-soignant.

Madame Bastin ajoute qu'il faut tenir compte de la lourdeur des profils.

Madame la Bourgmestre demande ce qui est prévu dans les normes à ce sujet.

Monsieur Bracquené répond que cette question avait été abordée en réunion de concertation avec la société Probis au cours de laquelle on a constaté que les profils des résidents (échelle Katz) n'étaient pas de façon régulière actualisés. Cette actualisation génère des recettes et augmente l'effectif subsidié pour l'institution, et pour les résidents qui ne doivent par exemple plus payer les séances de kiné. Tout le monde y gagne et c'est aujourd'hui bien organisé.

Au niveau des frais de fonctionnement pour l'achat d'aliments et de boissons, le CPAS est passé de € 721.000 au budget 2023 à 601.000 au budget 2024. Il espère que le CPAS maintiendra cela jusqu'à la fin de l'année.

Monsieur Rozen rappelle qu'une étude comparative des maisons de repos et de soins en région bruxelloise a été réalisée à l'initiative de la Conférence des Secrétaires. C'est un bon instrument pour examiner le futur d'Arcadia.

Madame la Bourgmestre dit qu'il est mieux d'avoir une bonne infirmière A2 au lieu d'avoir une infirmière brevetée et ajoute qu'il est difficile de licencier une infirmière car on n'est pas sûr de trouver une autre infirmière à engager.

Monsieur Rozen ajoute qu'il faut aussi tenir compte du fait qu'une infirmière en maison de repos et de soins n'est pas une infirmière en hôpital et qu'il faut en tenir compte au niveau de la qualité des soins.

Madame la Bourgmestre dit qu'il faut tenir compte des indicateurs et espère que des solutions pourront améliorer le taux d'occupation.

Monsieur Bracquené répond qu'il y a aussi une sorte de concurrence déloyale de la part du secteur privé qui vend surtout une infrastructure alors que ce qui compte pour les soins, c'est surtout le personnel disponible.

Monsieur Rozen rappelle que les normes d'Iriscare ne sont pas suffisantes et qu'il est impossible de faire fonctionner une maison de repos et de soins avec aussi peu de personnel. Il faut aussi tenir compte du fait qu'Arcadia est une maison de repos et de soins du secteur public.

Monsieur Bracquené dit qu'il y a le même problème au niveau du dépassement acceptable des normes dans les crèches.

Madame la Bourgmestre dit que c'est pire en maison de repos car dans les crèches, si on n'a pas d'argent, on ne met pas son enfant à la crèche. Et en effet, le personnel est en sous-effectif même si les normes sont respectées.

Madame Bastin dit qu'il faut aussi veiller à garder l'agrément.

Monsieur Bracquené poursuit en indiquant qu'au niveau de l'ISP, le budget 2024 reprend un quota de 270 emplois, dont 100 en économie sociale et 170 « classiques », ce qui représente pour cette deuxième catégorie une baisse de 30 unités par rapport à 2023. Fin janvier 2024, il y avait 188 contrats « classiques », ce qui représente une diminution réelle de 18 unités.

Monsieur Rozen explique que la réduction de 30 unités est un calcul sur base annuelle. Dans les faits, pour un calcul réalisé en mai, cela signifie que 77 contrats sont touchés par cette mesure d'économie.

Monsieur Bracquené finit en indiquant que le budget 2024 du CPAS prévoit un secrétaire adjoint (du fait de la mise à la pension du Secrétaire), la création d'une unité de soins RDC de +1,3ETP (subsidé à partir de 2025) et de supporter la charge nette de 9 assistants sociaux (auparavant financés par le subside Cocom Tranche A).

Monsieur Rozen souhaite ne pointer qu'un seul élément. Les économies réalisées ont des effets récurrents sur les exercices futurs. C'est un élément très important dans la recherche d'économies. La diminution du nombre de contrat « article 60 » n'est pas irréversible. Si de nouveaux moyens sont disponibles via la Région, il sera possible de revenir au nombre antérieur de contrats.

Madame la Bourgmestre dit qu'elle regrette qu'il ait fallu en arriver là. En particulier parce que cela est dû à la suppression de subsides régionaux qui ont imposé un remodelage de l'ensemble des services du CPAS. Mais la Région n'a pas compris cela. Il faut fonctionner avec moins de moyens dans une situation qui est peu différente de ce qu'elle était et voire plus graves qu'elle ne l'était lors des crises car il y a un décalage. Cela a entraîné la fermeture de services. Dans un moment où infirmiers, soignants et assistants sociaux sont des métiers en pénurie car les gens se tournent vers d'autres métiers. La situation restera difficile pour longtemps. Il faudrait qu'il y ait des solutions pour augmenter les moyens des Communes et CPAS car il ne faudrait pas que les habitants des communes plus pauvres soient moins bien traités du fait que des économies sont obligées de par les décisions prises au niveau du Fédéral ou de la Région, décisions qui impactent plus une commune comme Molenbeek-Saint-Jean.

Madame Bastin rappelle que les décisions prises dans le projet de budget 2024 ne l'ont pas été de gaieté de cœur.

Madame la Bourgmestre dit que c'est évident.

Monsieur Rozen demande quel avis du Comité de concertation par rapport au projet de budget 2024 du CPAS peut être acté au procès-verbal.

Madame la Bourgmestre répond que l'avis du comité de concertation est un avis favorable.

Monsieur Rozen demande à Monsieur Bracquené quel est l'avis de l'Inspection régionale.

Monsieur Bracquené répond que l'Inspection régionale constate qu'il y a un accord à la Concertation Commune-CPAS pour le projet de budget 2024.

Un avis favorable est donné sur le projet de budget 2024 du CPAS.

Les annexes font parties intégrantes du procès-verbal.

Ainsi délibéré en comité de concertation,

N. VANDEPUT
Secrétaire communale ff

C. MOUREAUX
Bourgmestre

D. ROZEN
Secrétaire général temporaire du C.P.A.S.

G. BASTIN
Présidente du C.P.A.S.

HET OVERLEGCOMITÉ

Sessie van 15 mei 2024

Aanwezif

Mevrouw C. Moureaux, burgemeester
De heer G. Van Leeckwyck, schepen van Financiën

De heer W. Bracquené, regionale inspecteur van het FRBRTC

Mevrouw N. Vandeput, financieel directeur en waarnemend gemeentesecretaris
Mevrouw E. Mauclet, gemeentelijke verzamelaar
Mevrouw S. Rassart, medewerker van N. Vandeput

Mevrouw G. Bastin, voorzitter van de C.P.A.S.
De heer M. Dumont, lid van de Sociale Actieraad

De heer D. Rozen, Tijdelijk Secretaris-Generaal van de C.P.A.S.
De heer N. Lambremont, financieel directeur van C.P.A.S.
De heer T. Bex, hoofd van de financiële afdeling van het C.P.A.S.
De heer P. Debouvere, Hoofd van de juridische dienst van het OCMW.

Geexcuseerd

Mevr. H. Ouberri, Schepen voor sociale actie en toezicht van het OCMW
De heer A. Mbulu Lazare, lid van de Sociale Actieraad
Dhr. N. Wennekes, Lid van de Maatschappelijke Actieraad
Mevrouw N. Tielens, Lid van de Sociale Actieraad

Agenda

1. Begroting OCMW 2024

Mevrouw de Burgemeester bedankt het OCMW voor het geleverde werk, anders dan dat van andere jaren gezien de financiële en budgettaire situatie die besparingen vergt en het woord geeft aan mevrouw Bastin.

Madame Bastin bedankt mevrouw Burgemeester en vervolgt met de woorden:

“Deze begroting kwam tot stand in een bijzonder moeilijke context. Het is al acht maanden in behandeling, onder voorbehoud van zowel verzoeken om besparingen (tweemaal) van de Commune als van verzoeken om subsidies van andere machtsniveaus kwijt te raken. Net als bij de gemeente hebben de beperkingen een terugkerende impact op de dienstverlening en de spanningen die dit intern maar ook en vooral op de gebruikers met zich meebrengt. We hadden optimistisch een begroting voor 2024 gepland, van toepassing op 1 april en vervolgens op 1 mei. U begrijpt hoe belangrijk dit Overlegcomité is bij het uitvoeren van de prognoses.

Vanaf december 2023 heeft het C.P.A.S. De Brusselaars zijn het slachtoffer geworden van de pure en simpele afschaffing van de energiesubsidie van 20 miljoen euro toegekend door COCOM. Momenteel dalen de jaarrekeningen echter.

Meer in het algemeen zijn de intrekking van de financiering die tijdens opeenvolgende crises (zoals die van de Oekraïners) is verleend en het gebrek aan structurele financiering van de C.P.A.S. onze inwoners, die het meest aan armoede zijn blootgesteld, verzwakken. De media berichten er steeds vaker over.

Zoals u weet had de afschaffing van de subsidies het onmiddellijke effect dat er financiering voor 42 werknemers verloren ging. Gelukkig maakte een nieuwe overeenkomst met het Herenigd College het mogelijk om 21 banen te verlengen tot 1 januari 2024, maar 21 personeelsleden, waaronder 14 AS, konden hun arbeidscontract niet verlengd zien. Deze toestand heeft een sterke impact gehad op het functioneren van de teams en heeft de dienstverlening aan gebruikers in twijfel getrokken.

Met instemming van de gemeente en de regionale inspectie wordt de begroting van het C.P.A.S. die u wordt voorgelegd, voorziet in de toezegging van 9 AS's om verantwoordelijk te zijn voor de gemeentelijke toewijzing, wat gezien de situatie een aanzienlijke inspanning is. De toewijzingen van dit personeel zullen plaatsvinden in de frontlinie, die grote behoefte heeft gezien de onophoudelijke toename van het aantal verzoeken van gebruikers en ook gezien de steeds zwaardere sociaal-economische last die deze aanvragers met de daarmee samenhangende psychische stoornissen vertegenwoordigen. verslavingen, dakloosheid, enz.

Aan de andere kant moesten we maatregelen nemen om het aanbod aan burgers te rationaliseren en ons opnieuw te concentreren op onze juridische missies. Weet alsjeblieft dat deze beslissingen moeilijk waren om te nemen. De toepassing van deze bezuinigingsmaatregel is de sluiting van de dienst huishoudelijke hulp, een dienst die niet door COCOM wordt gesubsidieerd. Begunstigden worden voor huishoudelijk werk doorverwezen naar externe diensten. Zij kunnen een beroep doen op het C.P.A.S. in moeilijke situaties. Deze medewerkers worden uiteraard individueel ondersteund door de HR-afdeling met alle aandacht die dit vraagt bij hun einde contract en hun professionele oriëntatie. De gezinsondersteuningsdienst, die profiteert van subsidies, blijft goed behouden.

In de rationalisatiemaatregelen waartoe besloten is, vinden we:

- herplaatsing naar legale missies, d.w.z. aan de algemene sociale dienst, die toezicht houdt op Neet, d.w.z. jongeren die noch werken, noch een opleiding volgen, noch onderwijs volgen, met het behoud van gepersonaliseerde educatieve workshops die openstaan voor deze jongeren;
- de vermindering van het dienstenaanbod bij de dienst Schuldbemiddeling door vier van zijn maatschappelijk werkers over te plaatsen naar de algemene sociale dienst (ter compensatie van het verlies aan eerstelijnswerkers);
- de verlaging met 30 eenheden van het quotum "artikel 60", een beslissing die niet onomkeerbaar is als nieuwe middelen aan de C.P.A.S. worden toegekend. in dit geval;
- de sluiting van het vergadercentrum Parc "Marie-José" vanaf 1 juli van dit jaar. Deze beslissing is gebaseerd op de bouwvalligheid van het gebouw waarin deze dienst is gehuisvest en de noodzaak om af te zien van aanzienlijke en kostbare investeringen (terugkerende overstromingen tijdens stormen, keukenapparatuur en apparatuur die moet worden vervangen). De beslissing van de autoriteiten is om de activiteiten die momenteel plaatsvinden in het "Marie-José" Park te centraliseren in het gebouw op de Lemaire-site, beter aangepast aan de vraag en behoeften van de begunstigden met een opening 7 dagen per week, deelname aan Gymsana-workshops en digitaal, een bibliotheek, etc. Voor dit punt stel ik voor om Madame Ouberri te ontmoeten om deze verandering te organiseren.

Het Meeting Center-personeel zal worden overgeplaatst naar de nieuwe locatie en zal het personeel met onzekere contracten vervangen.

De federale autoriteiten hebben een nieuw instrument ingevoerd dat het mogelijk maakt om te bepalen of de middelen van de ondersteunde begunstigden hen in staat stellen in menselijke waardigheid te leven. Dit heet REDI en het gebruik ervan is momenteel gepland

tot 31 december 2024. Het geleidelijke gebruik van dit instrument zal een kans zijn om aanvullende hulp te financieren die aan bepaalde groepen wordt verleend, zoals bijvoorbeeld mensen die onderworpen zijn aan inbeslagnames van Secal of die schulden hebben opgebouwd.

In haar sociaal-professioneel integratiebeleid heeft het C.P.A.S. zorgt ervoor dat in 2024 zijn aanwervingsprocedure wordt versneld door bepaalde van zijn processen te automatiseren, zoals bijvoorbeeld vanaf het eerste verzoek van de gebruiker, hem op de hoogte te stellen van de verplichting, behalve in gevallen van bewezen gelijkheidsproblemen of gezondheidsproblemen, sociaal-professionele integratie, waarvoor hij wordt vergezeld door zijn geregistreerde maatschappelijk werker.

De C.P.A.S. zal de monitoring van jongeren die een voltijdstudie volgen, vergroten. Er zijn nog eens 350 PIIS beoogd, die in 2024 en de daaropvolgende jaren voor extra inkomsten zullen zorgen.

Altijd met het doel werkgelegenheid te creëren en de gebruiker te helpen het assistentschap te verlaten, wordt er gewerkt aan het onder de aandacht brengen van de verwerving van vaardigheden door middel van opleidingen die bijvoorbeeld verband houden met beroepen waar tekorten bestaan. Met deze doelstellingen heeft het Competentiecentrum zijn volle betekenis en bestaansreden gekregen.

Het budget voorziet in de voortzetting van de nalevingswerkzaamheden (woonruimtes, badkamers, enz.) opgelegd door Iriscare voor Residentie Arcadia en dus in het verbeteren van het comfort van de bewoners. Deze oefening zal er dus voor zorgen dat de eerste fase van het werk werkelijkheid wordt door 20 kamers in vleugel 1 op peil te brengen. De volgende fase zal gewijd zijn aan de ingebruikname van de sociale dienstresidentie "Alliance Habitat", waarvoor de centrale autoriteiten zojuist de beschikking hebben gekregen. bevestigden hun deelname aan de SLRB.

Geconfronteerd met opeenvolgende besparingsaanvragen van de gemeente en het wegvallen van subsidies, besloot het C.P.A.S. heeft in haar ontwerpbegroting voor 2024 op deze financiële imperatieven kunnen reageren en tegelijkertijd aan haar wettelijke verplichtingen voor de uitvoering van haar missies kunnen blijven voldoen. Ik denk dat ik kan zeggen dat de heer Inspecteur op de hoogte was van al deze financiële inspanningen en daar gevoelig voor was. Ik hoop dat de collega's die bij dit overleg aanwezig zijn, dat ook zullen zijn.

Bedankt voor het luisteren. »

De heer Bracquené herinnert zich dat het financieel plan 2022-2024 voorziet in een verlaging van de gemeentelijke toewijzing met 0,82% tussen 2022 en 2024, gekoppeld aan functie 8341: Arcadia.

Vergeleken met de begroting 2023 stijgt de begroting 2024 met +6,34%.

De OCMW-rekening 2022 verhoogde de gemeentelijke dotatie 2023 met 432.000 euro. Bovendien stijgt de begroting voor 2024 met +1.354.327 of +3,53% vergeleken met B2023-2. Om te voorkomen dat de gemeentelijke dotatie € 40,483 miljoen zou bereiken, werd € 875.000 aan opbrengsten uit de verkoop van gebouwen bestemd voor de financiering van de buitengewone schuldenlasten voor het begrotingsjaar 2024, om de jaarlijkse last voor 2024 voor de jaarlijkse aflossing van bestaande leningen van het OCMW te verlagen. Merk ook op dat er sinds 2022 geplande vervreemdingen in de begrotingen sprake is van een aanzienlijke niet-realiserings, namelijk van € 808.000 in de voorbode van het resultaat van 2023 vergeleken met € 1.452.166 in de begroting. Met een herregistratie van de verkoopopbrengst van € 785.000,- in de begroting 2024 betreffende deze in 2023 niet uitgevoerde verkoopprojecten.

Op het gebied van de sociale bijstand is er een stijging van de nettolast met “RIS 70%” van € 836.000 vergeleken met de begroting 2023 en van 20% of € 3,5 miljoen vergeleken met de rekening 2022, autonoom is er een daling van € 2,581 miljoen euro in de begroting 2023 tot € 2,142 miljoen in de begroting 2024.

Bij Arcadia is er een stijging van de bezettingsgraad met 1% in 2023, wat de bezettingsgraad op 86% brengt, een cijfer dat in de begroting 2024 is opgenomen, maar het werkelijke percentage gedurende het boekjaar 2023 varieert tussen 77,8% (in maart 2023) en 87,2% (in augustus/september 2023) om te dalen tot 84% in februari 2024.

Wat betreft het gestandaardiseerde personeelsbestand merken we, naast de algemene overkwalificatie, het volgende op:

- Voor verpleegkundigen: de normen vereisen een A2-verpleegkundige, maar er is een A1-A-verpleegkundige Arcadia. De normen worden in 2023 met 28,84% overschreden, tegenover een overschrijding van 21,07% in 2022.

Mevrouw de burgemeester vraagt wat dit in eenheid betekent.

De heer Bracquené antwoordt dat dit een percentage is in verhouding tot de normen die de bezetting veranderen en met de evolutie van de mate van autonomie van de bewoners.

- Voor zorgpersoneel: de normen worden in 2024 met 93,63% overschreden, tegenover een overschrijding van 80% in 2023.

Mevrouw de burgemeester vraagt of dit betekent dat er twee artsen zijn in plaats van één.

De heer Bracquené en de heer Rozen zeggen dat dit de zorgverleners zijn.

Mevrouw de Burgemeester zegt dat dit de goede kwaliteit van Arcadia verklaart.

De heer Rozen zegt dat we in de genoemde cijfers ook rekening moeten houden met de bezettingsgraad in relatie tot de te respecteren normen.

De heer Bracquené merkt op dat wanneer de bezettingsgraad laag is, het bestaande aantal administratieve medewerkers een grotere invloed heeft op het bedrijfsresultaat van Arcadia.

Mevrouw de burgemeester zegt dat het onmogelijk is om een vijfde van de zorgverleners weg te halen.

Mevrouw Bastin vult aan dat we rekening moeten houden met de zwaarte van de profielen.

Mevrouw de Burgemeester vraagt wat er in de normen hierover staat.

De heer Bracquené antwoordt dat deze vraag aan de orde is gesteld in een overlegvergadering met het bedrijf Probis, waarbij werd opgemerkt dat de bewonersprofielen (Katz-schaal) niet regelmatig worden bijgewerkt. Deze update genereert inkomsten en vergroot het gesubsidieerde personeelsbestand voor de instelling, en voor bewoners die bijvoorbeeld niet meer hoeven te betalen voor fysiotherapiesessies. Iedereen wint en het is nu goed georganiseerd.

Wat de werkingskosten voor de aankoop van eten en drinken betreft, ging het OCMW van 721.000 euro in de begroting 2023 naar 601.000 euro in de begroting 2024. Hij hoopt dat het OCMW dit tot het einde van het jaar zal volhouden.

De heer Rozen herinnert zich dat er op initiatief van de Conferentie van Secretarissen een vergelijkende studie van rust- en verzorgingshuizen in de Brusselse regio is uitgevoerd. Het is een goed instrument om de toekomst van Arcadia te onderzoeken.

Mevrouw de Burgemeester zegt dat het beter is om een goede A2-verpleegkundige te hebben dan een gediplomeerde verpleegkundige en voegt daaraan toe dat het moeilijk is om

een verpleegkundige te ontslaan omdat je niet zeker weet of je nog een verpleegkundige kunt vinden.

De heer Rozen vult aan dat we er ook rekening mee moeten houden dat een verpleegkundige in een verpleeghuis geen ziekenhuisverpleegkundige is en dat dit meegenomen moet worden in de kwaliteit van de zorg.

Mevrouw de burgemeester zegt dat er rekening gehouden moet worden met de indicatoren en hoopt dat oplossingen de bezettingsgraad kunnen verbeteren.

De heer Bracquené antwoordt dat er ook sprake is van een soort oneerlijke concurrentie vanuit de private sector die vooral infrastructuur verkoopt, terwijl het voor de zorg vooral om het beschikbare personeel gaat.

De heer Rozen wijst erop dat de Iriscare-normen niet voldoende zijn en dat het onmogelijk is om met zo weinig personeel een rust- en verzorgingshuis te runnen. Er moet ook rekening mee worden gehouden dat Arcadia een verpleeghuis van de publieke sector is.

De heer Bracquené zegt dat er hetzelfde probleem is als het gaat om aanvaardbare normoverschrijdingen in kinderdagverblijven.

Mevrouw de burgemeester zegt dat het in rusthuizen erger is, want in crèches, als je geen geld hebt, stop je je kind niet in de crèche. En in feite is het personeel onderbezet, ook al worden de normen gerespecteerd.

Mevrouw Bastin zegt dat we er ook voor moeten zorgen dat we de accreditatie behouden.

De heer Bracquené vervolgt door aan te geven dat op ISP-niveau de begroting voor 2024 een quorum van 270 banen omvat, waarvan 100 in de sociale economie en 170 "klassieke", wat voor deze tweede categorie een daling van 30 eenheden betekent vergeleken met 2023. Eind januari 2024 waren er 188 "klassieke" contracten, wat neerkomt op een reële daling van 18 eenheden.

De heer Rozen legt uit dat de reductie van 30 stuks een berekening op jaarbasis is. Voor een berekening uit mei betekent dit feitelijk dat 77 contracten door deze besparingsmaatregel worden getroffen.

De heer Bracquené eindigt met de opmerking dat de begroting 2024 van het OCMW voorziet in een adjunct-secretaris (vanwege het pensioen van de secretaris), de oprichting van een DRC-zorgeenheid van +1,3 VTE (gesubsidieerd vanaf 2025) en in de ondersteuning van de nettokosten van 9 maatschappelijk werkers (voorheen gefinancierd door de Cocom Tranche A-subsidie).

De heer Rozen wil slechts op één element wijzen. De gerealiseerde besparingen hebben terugkerende effecten op toekomstige jaren. Dit is een zeer belangrijk element in de zoektocht naar besparingen. De vermindering van het aantal "artikel 60"-contracten is niet onomkeerbaar. Als er nieuwe middelen beschikbaar komen via de Regio, zal het mogelijk zijn om terug te keren naar het vorige aantal contracten.

Mevrouw de burgemeester zegt dat ze er spijt van heeft moest hiertoe komen. In het bijzonder omdat dit te wijten is aan de afschaffing van de regionale subsidies, die een herinrichting van alle OCMW-diensten vereisten. Maar de regio begreep dit niet. We moeten met minder middelen opereren in een situatie die weinig verschilt van wat zij was en zelfs ernstiger is dan tijdens de crises, omdat er een kloof is. Dit leidde tot de sluiting van diensten. In een tijd waarin verpleegkundigen, zorgverleners en maatschappelijk werkers beroepen zijn waar een tekort aan is omdat mensen zich tot andere beroepen wenden. De situatie zal nog lange tijd moeilijk blijven. Er moeten oplossingen zijn om de middelen van de gemeenten en de OCMW's te verhogen, omdat de inwoners van de armere gemeenten niet

minder goed behandeld mogen worden omdat er besparingen nodig zijn door beslissingen die op het Federaal of Gewest genomen worden, beslissingen die een grotere impact hebben op een gemeente zoals Sint-Jans-Molenbeek.

Mevrouw Bastin herinnert zich dat de besluiten die in de ontwerpbegroting voor 2024 zijn genomen, niet lichtvaardig zijn genomen.

Mevrouw de burgemeester zegt dat het duidelijk is.

De heer Rozen vraagt welk advies van het Overlegcomité met betrekking tot de ontwerpbegroting 2024 van het OCMW in de notulen kan worden vastgelegd.

Mevrouw Burgemeester antwoordt dat het advies van het overlegcomité een positief advies is.

De heer Rozen vraagt de heer Bracquené wat het oordeel van de Regionale Inspectie is.

De heer Bracquené antwoordt dat de Regionale Inspectie constateert dat er op het Overleg Commune-CPAS overeenstemming is over de ontwerpbegroting 2024.

Er wordt een gunstig advies uitgebracht over de ontwerpbegroting 2024 van het OCMW.

De bijlagen maken integraal deel uit van de notulen.

Aldus beraadslaagd in het overlegcomité,

N. VANDEPUT
Wvd. Secretaris

C. MOUREAUX
Burgemeester

D. ROZEN
Tijdelijk secretaris-generaal van het OCMW

G. BASTIN
Voorzitter van het OCMW

Intervention de Madame la Bourgmestre, Catherine Moureaux, lors de la présentation du budget communal 2024 au Conseil communal du 29 mai 2024

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,
Chers Collègues,
Mesdames,
Messieurs,

Comme depuis cinq années déjà, nous allons consacrer une bonne partie de cette séance du Conseil communal pour expliquer, commenter, débattre et enfin adopter le budget 2024, soit le dernier de cette législature.

Notre législature 2019-2024 n'aura pas été un long fleuve tranquille, c'est bien peu de le dire...

En effet, si la législature et le budget 2019 se présentaient au départ sous de bons auspices, c'était sans compter sur les crises successives que nous allions vivre entre 2020 et 2022 ainsi que leurs conséquences qui allaient ébranler à long terme notre situation financière comme celle de la plupart des pouvoirs publics à tous les niveaux de l'Etat.

A l'aube de cette législature, il y a cinq ans 1/2, la plupart des indicateurs étaient au vert concernant nos trajectoires budgétaires, grâce à l'aide de la Région qui avait renfloué les caisses communales à hauteur de 27.100.000€ à l'ordinaire € en 2015 et 2016, ainsi que 35.787.900€ à l'extraordinaire en 2015 et 2016 (total de 62.887.900€).

Je vous rappellerai ici très brièvement, les efforts que nous avons consentis en début de législature pour les investissements massifs dans toutes nos écoles, l'investissement dans notre personnel par le recrutement en Propreté publique et dans l'Instruction publique ainsi que les promotions, la création de toute nouvelles infrastructures sportives, le maintien d'une politique sociale forte avec l'augmentation de l'aide à notre CPAS, une augmentation de l'aide à notre Zone de Police, une aide supplémentaire au logement, un Plan Propreté,...

Tout cela, nous l'avons réalisé et maintenu malgré les crises qui ont suivi.

Nous avons affronté la crise Covid-19, et ses dépenses imprévues, tout comme ses recettes perdues.

La crise énergétique a suivi, talonnant celle des réfugiés Ukrainiens et chez nous, celle de tous les exclus du Monde que nous sommes parmi les seuls à accueillir dignement.

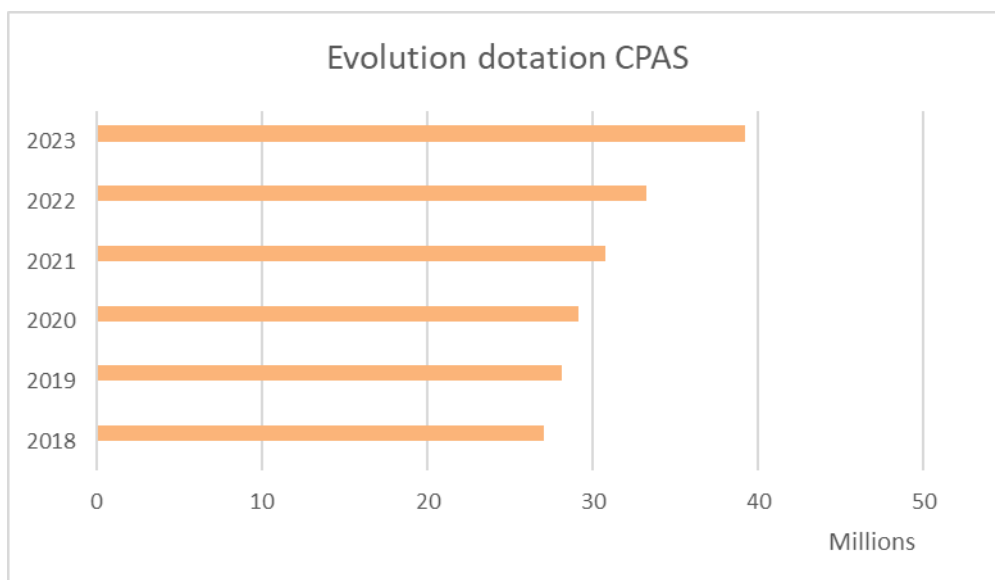
Comme si cela ne suffisait pas, nous vivons actuellement de plein fouet l'explosion des coûts de chantiers en raison de la raréfaction de matériaux et sortons tout juste de la crise inflationniste qui nous a arraché une bonne partie de nos plumes.

Il y a quelques jours, je lisais dans la DH que selon Statbel, notre commune de Molenbeek-Saint-Jean serait la deuxième commune en Région bruxelloise où 32,5% de la population courraient un risque de pauvreté monétaire élevé. (St Josse occupant la 1ère place et Anderlecht la 3ème, avec un revenu médian de 18.533€ pour Molenbeek). Triste classement que nous ne parvenons pas à surmonter malgré tous nos efforts.

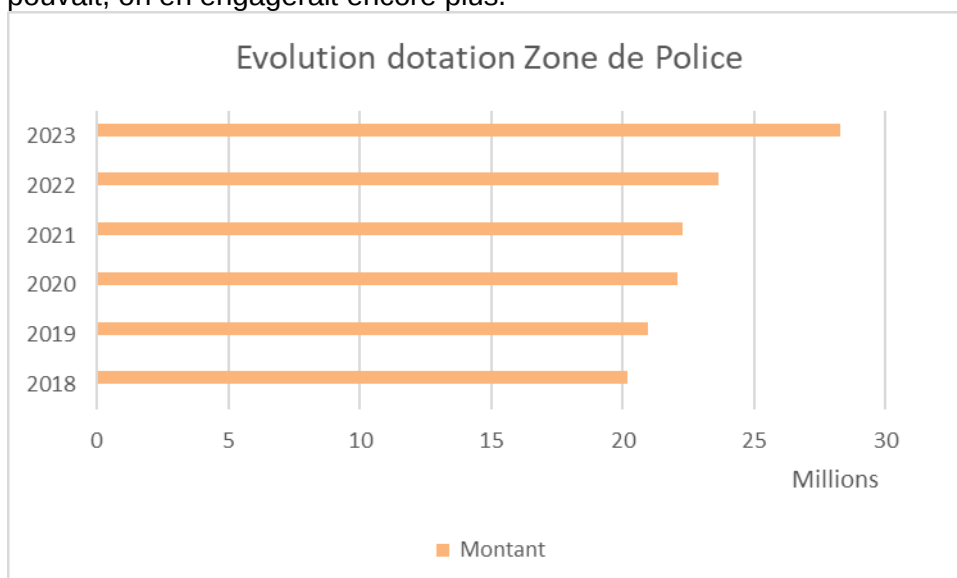
Ceci est la réalité à laquelle nous devons faire face.

Toujours plus de pauvreté. Toujours plus d'aide aux citoyens et plus de besoins en services publics de qualité à assurer. C'est notre raison d'être.

C'est pourquoi la dotation à notre CPAS n'a cessé d'augmenter depuis ces dernières années.



Il en va de même pour la dotation à notre Zone de Police : nous voulions plus de policiers dans nos rues et nous les avons eus. 60 en plus. Mais ceci a un coût, et la crise financière ne nous aura pas épargnés. 60 salaires à indexer à plusieurs reprises, en quelques années, cela se ressent très douloureusement budgétairement. On n'a pas rien sans rien. La sécurité de nos villes est à ce prix. C'est un phénomène d'ampleur qui dépasse notre commune, qui nous dépasse tous. Je pense que cet engagement était nécessaire et si on le pouvait, on en engagerait encore plus.



Les crises n'auront pas épargné nos jeunes non plus. Notre commune est la plus jeune de Belgique et compte le plus grand nombre de jeunes sans emplois (cf fiche « jeunesse ») Pour assurer la qualité des services, il nous aura fallu augmenter l'aide à MOVE.

Enfin, pour assurer tous ces services, il nous aura fallu et il nous faudra encore assurer la continuité de l'Administration en renforçant son personnel, sa formation, ses lignes hiérarchiques, sa motivation depuis 2020.

Actuellement, avec le budget dont nous disposons et face aux aléas des multiples indexations, nous pouvons nous réjouir d'avoir pu faire l'exercice de ce budget en maintenant notre flotte intacte.

Alors, on pourrait se dire qu'au vu de toutes ces réalités de terrain, cette grande pauvreté engendrant les besoins exponentiels du CPAS, de la Zone de Police, de MOVE, de notre Personnel, oui on pourrait se dire que nos pouvoirs de tutelle compenseraient les besoins par une augmentation des dotations (du FRBTC et de la DGC, par exemple). Eh bien non. Rien. Nada.

Non seulement pas d'augmentation, mais même des différences négatives comme pour les +/- 2 millions en moins cette année sur lesquels on pouvait compter depuis les années de crise en 2022 et 2023.

Vous l'aurez compris, cet exercice budgétaire 2024 est à qualifier de sérieux et de très difficile.

La Tutelle nous pressait d'arriver à l'équilibre.

Nous y sommes.

Le défi était de taille : nos travaux commençaient avec un manque à gagner de 8 millions d'euros.

Pour y arriver, après avoir trouvé quelques pistes de recettes supplémentaires, nous avons choisi une méthode de travail sérieuse, sévère peut-être, de réduction générale des dépenses, un dialogue constant avec les services.

La réduction systématique de 7% en moyenne de toutes les dépenses de fonctionnement – en respectant bien sûr les contrats en cours-, nous a amenés à un résultat de - 600.000€ de dépenses ponctuelles pour les élections, dépenses dites "immunisées" que nous pourrions prendre sur le Fonds de réserve ordinaire "boni".

Je profite de ce moment pour souligner que notre Inspecteur Régional nous a aidés et suivis pas à pas dans la difficile réalisation de ce budget 2024.

Qu'il en soit infiniment remercié, ainsi que toute l'équipe qui a travaillé sur ce budget : Madame Sophie Rassart, Madame Nathalie Vandeput, ...

Après cette introduction qui nous semblait nécessaire, entrons à présent dans le vif du sujet et dans la présentation proprement dite du budget 2024.

Les recettes inscrites au budget ordinaire 2024 s'élèvent à 242.423.026 euros en ce compris les 3.405.877 euros de prélèvements fonctionnels pour les Contrats de Quartier, les Contrats de Rénovation Urbaine, la Politique de la Ville et le Dispositif d'Accrochage Scolaire, ainsi qu'un prélèvement général sur le fonds de réserves ordinaire de 1.908.000 euros.

Les dépenses ordinaires sont, quant à elles, arrêtées à 243.022.594 euros ce qui, nous laisse un résultat négatif, ou un mali de – 599.568€ euros.

LES RECETTES ORDINAIRES

Rappelons que les recettes ordinaires se structurent en 3 catégories de rentrées : soit les recettes de prestations, de transfert, et de dette.

Les recettes de prestations s'élèvent cette année à 16.031.320 millions € et représentent 6,72 % du total des recettes hors prélèvement et sont globalement en augmentation de 1.214.998 € par rapport à 2023.

Les recettes de transfert s'élèvent à 219.835.004 millions €, représentant 92,13 % du total des recettes hors prélèvements.

Ces recettes diminuent globalement de 940.578 € par rapport à 2023

Les recettes de dette représentent cette année 2.750.394,00 euros contre 3.010.902,00 euros en 2023, soit 1,15% du total des recettes ordinaires.

Pour mémoire, les moyens financiers de la Commune se composent de trois grandes catégories de recettes :

- les fonds et les subsides reçus, ou les moyens financiers provenant des autorités supérieures et autres autorités ;
- les recettes fiscales, c'est-à-dire les contributions des ménages et des entreprises ;
- les ressources propres à la commune, ou les recettes de prestations, les dividendes, les intérêts.

Je vous le disais en préambule, cette année 2024, nous ne pourrions pas compter sur une aide providentielle de nos autorités supérieures, comme ce fut le cas en 2022 et 2023. Les dotations restent statu quo et fidèles au Plan 2024, et à titre d'exemple, la DGC représente cette année 21,03% des recettes de transfert, soit une rentrée de 50.183.675 euros mais je le rappelle, 2 millions de moins qu'en 2022 et 2023.

Poste important de nos recettes de transferts : le Précompte immobilier.

Il représente 22,37 % de nos recettes, soit 53.369.237 euros, contre 53.219.010 (48.917.419,88 euros, préfiguration du compte qu'on s'obstine à dire que nous n'avons pas encore) en 2023.

Dans nos recettes fiscales de transfert, on trouve également les « additionnels », ou impôt sur les personnes physiques (IPP) qui sera resté immuable cette législature. Il représente 5,60% des recettes, soit 13.351.368 euros contre 13.918.505 euros (15.286.361,00 euros, préfig compte). La différence est importante, - 1.934.993 euros- mais se justifie par le fait que le calcul de l'IPP s'est fait sur 14 mois cette année-là et non 12.

J'attire votre attention sur le fait que dès le début de nos travaux, nos recettes présentent déjà une « perte » de 4 millions d'euros en 2 postes seulement, par rapport à 2023.

Dans les recettes de transferts, je ne m'étendrai pas sur les postes qui ne changent pas par rapport à 2023 comme par exemple, la dotation « eau », le financement pérenne des pensions, la compensation fiscale pour le développement économique, mais quelques mots cependant concernant nos taxes et sanctions.

Les taxes

Nous avons prévu 10.852.767,00 euros de taxes contre 8.800.344,99 euros en 2023, soit près de 2 millions d'euros de rentrées supplémentaires. Ceci se justifie notamment par l'adaptation du règlement de taxe concernant le placement d'antennes GSM. Rien que cette ligne budgétaire devrait rapporter 1.200.000 euros. La différence se justifie par l'augmentation de 2,50 % des autres taxes, vu la conjoncture actuelle.

Les sanctions administratives

1.175.000 euros ont été prévu à cet article pour l'année 2024 contre 600.000 euros l'an dernier.

Pourquoi une telle augmentation ? Nul ici ne contestera que notre commune fait l'objet de critiques plus vives les unes que les autres concernant les incivilités en tous genres, que ce soit en matière de propreté, d'utilisation des voiries, de respect des règlements communaux en général. Nous devons nous comporter en bons pères/mères de familles et après les phases de prévention, viennent les phases de répression/sanctions qui font aussi partie de la bonne éducation de certaines personnes qui ne veulent pas comprendre.

Sous la direction de notre Secrétaire communale, nous allons donc mettre au travail nos 63 agents sanctionneurs assermentés selon un plan bien défini, avec des instructions précises.

Dans les recettes de transfert, j'aimerais attirer également votre attention sur les contributions et recettes diverses de transfert (que l'on retrouve dans notre annexe 1) et qui cette année représenteront 15.847.941,69 euros, soit à peu près 1,5 millions en plus de ce que nous avons budgété en 2023 mais presque le même montant revu en MB du 02-2023 et qui se justifie par la « Contribution de l'autorité supérieure dans l'augmentation barémique », tant pour notre personnel que pour celui du CPAS.

Je vous cite maintenant quelques postes importants pour les recettes liées aux prestations :

- Les locations et concessions de notre patrimoine qui représentent 3.270.493.000 euros, contre 3.244.985,89 euros l'an dernier. Cette année, nous avons appliqué une augmentation de 3,2% d'inflation pour les locations des salles et concessions.

- Les redevances à charge des parents pour les crèches (250 000 euros) et l'Enseignement - garderies : 320.000 euros. Je rappelle que les repas sont couverts à présent par des subsides de la Communauté française, pour les écoles francophones en discrimination positive (10 écoles sur 16) Les sorties sont gratuites en maternelle et P1 P2 pour toutes les écoles, jusqu'à un certain plafond. (+/- 60€/eft). Sur ces 60€, 30€ sont dédiés à des sorties et le reste à de l'achat de fournitures en maternelles. En P1-P2, 75€ par enfant; 25€ pour les sorties et le reste en fournitures. L'an prochain en 2025, se rajouteront les P3 avec les 75€ indexés et ainsi de suite jusqu'à la P6.

Les redevances pour utilisation du réseau de canalisation qui représentent 2.217.061.000 euros, contre 2.029.289,14 euros en 2023.

- Les recettes de stationnement s'élèveront selon le mail reçu de Parking Brussels, à 5.831.326,00 euros, contre 4.720.000 euros (4.998.809,20 euros, préfig compte) en 2023.
- Les récupérations des traitements du personnel détaché -crèches néerlandophones et Zone de police- qui s'élèvent à 448.800,00 euros contre 410.574,49 euros en 2023, ainsi que la récupération des chèques-repas pour 216.910 euros et d'autres récupérations et redevances pour 684.165,00 euros contre 589.565,08 euros l'an dernier.

J'en termine avec les recettes par les recettes de dette.

Pour rappel, elles représentent 1,15% de nos recettes ordinaires, soit 2.750.394 euros

Nos dividendes en gaz et électricité seront inférieurs à 2023 avec pour le gaz, un courrier d'Interfin qui nous annonce 1.361.978,00 euros de dividendes contre 1.391.392,83 euros et 1.319.416,00 euros pour l'électricité contre les 1.552.177,68 euros déjà préfigurés au compte 2023.

Mesdames et Messieurs, avant d'aborder le chapitre des dépenses ordinaires, je vous rappelle encore une fois, que cette année, ce ne sont pas moins de 8 millions de recettes qu'il nous aura manqué dès le départ.

Les Dépenses Ordinaires

4 postes importants définissent les dépenses ordinaires :

Les dépenses de Personnel, en ce compris pour mémoire, les traitements des enseignants, représentent 46.47% des dépenses ordinaires, soit 112.478.061 euros ;

Les dépenses de fonctionnement représentent 8,42% soit 20.386.031 euros ;

Les dépenses de transferts : 35,74% soit 86.507.376 euros

Et enfin, les dépenses de dette, soit 9,36% ou 22.651.126 euros

Le personnel communal en activité ou pensionné.

Si l'on enlève les traitements des enseignants, ce poste représente 31,43% de nos dépenses à l'ordinaire, soit 76.068.061 euros contre 77.138.573 euros l'an dernier.

Malgré les crises des dernières années, nous ne perdons pas de vue notre axe prioritaire du budget initial, à savoir le renforcement de notre administration communale. Même si le Plan de recrutement aura été reporté et que nous avons procédé les autres années à un examen au cas par cas des remplacements pour départs à la retraite, nous veillerons cependant à ce que certains services stratégiques bénéficient d'un cadre complet, voire d'effectifs renforcés lorsque ce sera possible et mettrons tout en œuvre pour pérenniser la motivation de nos agents.

En ce qui concerne les promotions, nous avons promu 23 agents entre 2019 et 2023.

La modification du statut de nos agents pour permettre une statutarisation automatique après 5 ans de carrière dans notre administration moyennant évaluation positive et extrait acte judiciaire blanc est à présent une réalité.

Notre plan triennal de recrutement, je vous le disais, est actuellement gelé depuis 2020. Mais nous remplacerons cependant les départs en pension ainsi que les démissions. Le cadre opérationnel est maintenu en place. Le personnel absent pour maladie est remplacé dès qu'il dépasse le salaire garanti.

Un autre point important pour améliorer la situation de nos agents a été la mise en place en 2019 du 2ème pilier de pension pour nos agents contractuels. Ces derniers vont pouvoir bénéficier d'un « coefficient pension » qui augmente.

Ainsi, je le rappelle, depuis 2019, pas moins de 325 agents se sont vus statutarisés et au total, nous avons nommé 230 ouvriers de niveau E. Cette politique a un effet sur le budget de l'année suivante. Ce procédé a permis de réduire la cotisation de responsabilisation et d'arriver à 0 fin 2021.

Simulation faite par l'administration des Pensions :

Cotisation de responsabilisation

Année	Déficit	Coefficient de responsabilisation	Cotisation de responsabilisation
2020	2.042.145 €	50,00 %	1.021.072 €
2021	2.528.682 €	50,00 %	1.264.341 €
2022	2.547.697 €	50,00 %	1.273.849 €
2023	2.504.642 €	71,00 %	1.778.296 €
2024	2.710.524 €	74,00 %	2.005.788 €
2025	2.928.326 €	78,00 %	2.284.094 €
2026	3.146.451 €	80,00 %	2.517.161 €

Outre un effet de réduction des cotisations de responsabilisation, les nominations ont également eu un effet financier pour la commune par l'octroi de subsides :

Subsides obtenus pour les nominations (en plus de la réduction de la cotisation de responsabilité)

2019	350.000
2020	600.000
2021	212.000
2022	60.000
2023	48.000

Concernant le budget formation

Le montant pour 2024 est stable. Cette année, les formations en interne et en groupes seront favorisées.

2024 verra la mise en place d'un nouveau plan de formation dont voici quelques lignes de forces :

Planification et conception des programmes de formation :

Objectifs clairs : Définir des objectifs précis pour chaque programme de formation.

Contenu pertinent : s'assurer que le contenu de la formation est pertinent pour les tâches et responsabilités de chaque travailleur.

Méthodes variées : Utiliser différentes méthodes d'apprentissage, telles que des ateliers, des sessions en ligne, des présentations, des simulations, etc.

Évaluation continue : Intégrer des évaluations tout au long de la formation pour mesurer la compréhension et l'application des connaissances.

Suivi et évaluation :

Évaluation des résultats : les référents RH mesureront, sur le terrain, l'efficacité de la formation en évaluant les compétences acquises, la performance au travail et la satisfaction des travailleurs

Quelques mots à présent, sur les frais de fonctionnement :

Les frais de fonctionnement à charge représentent 8,42% de nos dépenses soit 20.386.031 euros contre 19.622.659 euros en 2023.

Ce budget 2024 voit l'explosion des coûts en électricité : 1.800.000 euros, contre 1.120.341 en 2022 et 1.500.000 euros en gaz contre 870.000 inscrits au compte de 2022!

Cette année, nous avons également prévu 300.000 euros pour l'informatique qui a grand besoin de soutenir logistiquement l'administration (250.000€), les Ateliers (25.000€) et l'Economat (25.000€).

Et surtout, il ne faut pas oublier les indemnités pour les prestations pour les Elections à venir. Nous avons prévu pour cela 344.000 euros.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement fixées par le Collège, je ne détaillerai pas outre mesure chaque poste puisque comme vous l'aurez constaté, nous avons été plus que rigoureux et nous avons réduit tous les postes jusqu'à 10% pour la plupart, passant ainsi à 547.050,00 euros, contre 662.164,00 en 2023.

Les dépenses de transferts représentent 35,74% de nos dépenses à l'ordinaire, soit 86.507.376 euros contre 83.311.500,21 euros en 2023 augmentées à 39.185.182€ en MB.

Une part importante des dépenses dans ce budget à l'ordinaire est évidemment consacrée aux dotations communales.

Ainsi, pour le CPAS, la dotation passe à 39.698.507 euros en 2024 contre 37.332.907 euros en 2023, soit une augmentation de 6,3%.

La Zone de Police se voit, elle, dotée de 30.136.175 euros en 2024 contre 27.421.452 l'an dernier, soit une augmentation 9,89%.

L'asbl MOVE, recevra 2.138.406 euros cette année. L'an dernier, elle recevait 2.101.420 euros.

Au niveau des dotations dites « libres », nous avons réduit les demandes à chaque fois que c'était possible. Ainsi, pour les plus marquants :

Conseil consultatif des Musulman et Amis de la Morale laïque : 31.500€ au lieu de 47.700€

La Mission locale : 60.480€ au lieu de 63.000€

Molenbeek Formation : 34.560€ au lieu de 36.000 €

La MAIS : 120.000€ au lieu de 125.000€

L'asbl POP : 124.800€ au lieu de 130.000€

En revanche, nous n'avons pas touché l'asbl VIA qui vient en aide aux Primo-arrivants, et au contraire, nous avons inscrit 42.650 euros au budget 2024 pour encadrer l'événement sportif porté par la fédération olympique, les « Urban Youth Games ».

Il faut savoir que cette année, Molenbeek a accueilli pour la cinquième fois les Brussels Urban Young Games, en avril, à titre national et que ce 31 mai, ce sont plus de 240 enfants de nos écoles communales francophones et néerlandophones qui se déplaceront à Paris sur les installations olympiques pour vivre une journée inoubliable en présence de sportifs olympiques de haut niveau qui les initieront à une dizaine de sports de compétition.

Une belle publicité pour notre commune et surtout, une belle opportunité pour les jeunes de nos écoles puisque 1/3 de participants molenbeekoïses formera le groupe d'enfants venus des quatre coins de Belgique ce jour-là.

Ceci demande un peu plus de moyens que les années précédentes et nous prenons le transport en charge pour les enfants et accompagnateurs, tout le reste étant à la charge des organisateurs. D'où la différence de montants entre 2023 et 2024 (42.650€ contre 30.000€)

Enfin, autre différence qui concerne la prime « Revenu Immobilier » reversée aux ménages.

Il faut rappeler ici qu'au vu des demandes de remboursement de primes rentrées dans nos services et ce, malgré les annonces, les courriers, la publicité dans le journal et sur nos réseaux, nous avons pris la décision de diminuer le pot des primes de compensation de l'augmentation par la Région du précompte immobilier.

Le montant passe donc de 2.200.000 euros à 1.430.000 euros, ce qui nous semble suffisant pour couvrir les demandes, sachant qu'une partie des Molenbeekoïses ne feront volontairement pas la demande pour des raisons qui leur appartiennent.

Je termine le chapitre des dépenses ordinaires par les dépenses de dette.

Et là, dernier coup de massue pour nous à l'heure de confectionner notre budget : les intérêts débiteurs, de rentes et de retard (« interjournalier à court terme ») pour 2024 évalués à 1.080.000 euros contre seulement 112.000€ au budget 2023 !

Cette augmentation importante n'est pas une surprise et s'explique par la hausse importante des taux en raison notamment, de l'inflation.

* *

Venons-en maintenant au budget extraordinaire 2024, soit le dernier programme d'investissements qui clôture la législature.

LE BUDGET EXTRAORDINAIRE

Ce budget extraordinaire, tout comme le budget ordinaire, est le dernier de cette législature. Depuis 2019, notre commune a investi plus de 150.000.000 millions d'euros afin d'améliorer le cadre de vie des Molenbeekoïses, que ce soit en embellissant certains de nos espaces

publics en rénovant ou en construisant au profit des citoyens et des associations, et en particulier, dans nos écoles et pour nos enfants.

Notre commune est connue et reconnue pour sa capacité à obtenir des financements extérieurs : de la Région, de la FWB, de la Cocom, de la VGC, et de l'Europe. Partout, nous frappons aux portes. Chaque service est mobilisé dans ce sens.

Notre département de la DIDU gère des dizaines de millions d'euros en investissements dans le cadre d'opérations complexes mais essentielles, afin de réaliser des projets utiles et importants en termes de services publics. Cela inclut, par exemple, l'amélioration de nos écoles et de nos crèches, la sécurisation de nos rues et la rénovation en profondeur de nos voiries.

Depuis 2019, nous avons donc investi plus de 150.000.000 millions d'euros.

L'année 2024 ne dérogera pas à la règle.

L'année 2024, nous mobiliserons un budget global de près de 30 millions d'euros. La part subsidiée représente déjà à ce jour 75 % de ce montant.

En comparaison, notre commune est une des plus dynamiques sur le plan de nos investissements.

Comme chaque année, je profite de l'occasion pour remercier d'emblée les équipes gérant l'opérationnalisation des programmes de rénovation lourde de notre patrimoine scolaire, des travaux de voiries, du lancement d'études ou de chantiers en lien avec nos programmes subventionnés comme les CRU et les Contrats de quartier ou encore de la rénovation de nos écoles.

Mais concrètement, où iront ces investissements ?

Tout d'abord, et ça ne sera une surprise pour personne, puisque nous l'avons inscrit comme priorité numéro 1 de notre législature : vers nos écoles.

Nous avons annoncé, dès le départ de la législature, que nous fournirions un effort sans pareil pour nos écoles. Près de 30 millions d'euros ont été consacrés à la rénovation, parfois complète et intégrale de nos bâtiments scolaires depuis 2019.

Comme vous le savez, la rénovation urbaine est notre bras armé !

Grace à notre ténacité, (« combativité » en ?) nous avons obtenu un Contrat de Quartier pour le quartier des Etangs-Noirs. Pour rappel, en combinant d'autres sources de financements publics, un budget de près de 29 millions d'euros a été dégagé sera consacré dans les prochaines années à des projets concrets de rénovation de cette zone de notre commune qui en a cruellement besoin.

Rien que pour l'année 2024, ce sont près de 4 millions d'euros qui sont inscrits au budget pour le lancement du Contrat de quartier des Etangs-Noirs. Il s'agit d'un gros coup d'accélérateur pour le quartier.

Nous allons acquérir un bâtiment à la rue Van Hoegarde pour un montant de 562.000 € pour y installer une Maison du Bien-être.

Nous achetons plusieurs immeubles et un terrain sur la rue d'Ostende afin d'y aménager un espace détente pour les habitants du quartier. Coût total de cette opération : 1.582.000 €.

Nous allons acquérir un parking pour le prix de près de 1 million d'euros, situé à la rue Tazieaux. Cet investissement permettra de compenser les places de parking dans le cadre du futur aménagement de la place des Etangs-Noirs afin d'en faire un espace plus ouvert et accessible aux familles du quartier.

Après avoir acquis un vaste bâtiment à la rue Piers pour agrandir notre Maison des Cultures, nous allons lancer les études conséquentes pour la réalisation de ce magnifique projet pour près de 1.221.000 €.

Nous inscrivons la somme de 1.250.000 € en vue de la réalisation d'un espace dédié à la pratique du cirque et d'un espace pour la réparation de vélo dans l'actuel site Libelco. Ces travaux sont programmés en 2025 financés par la VGC et la Flandre à hauteur respectivement de 500.000 € et de 750.000 €.

Nous poursuivons également nos efforts dans le quartier de la Gare de l'Ouest.

Dans le cadre d'un projet Beliris, nous allons acquérir le magnifique site Vandenneuvel en vue d'y placer la Cité des Sciences. En effet, notre commune a la chance d'avoir un Fab'lab reconnu à et hors Molenbeek, qui a fait ses preuves, qui ne demande qu'à s'étendre. L'endroit s'y prête parfaitement.

Nous allons donc inscrire un budget de 2,5 millions d'euros (subsidés) pour que nous puissions acquérir ce site.

...

En matière d'accueil des plus petits, nous avons aussi avancé.

Après avoir réalisé le marché de travaux pour une Crèche rue de Lessines. Le chantier débutera cette année pour la création d'une crèche de 45 places pour un montant de 4 millions d'euros.

La rénovation de nos voiries n'est pas en reste pour 2024.

Cette compétence importante reprise par Saliha Raiss qui demande un suivi et un accompagnement de tous les instants pour faire aboutir des dossiers complexes.

En 2024, nous procéderons à la rénovation complète, de façade en façade, de la rue du Scheutbos pour un montant de 694.000 euros.

Nous réferons aussi complètement la place du Beekant, y compris l'éclairage public. Ce réaménagement se fera en bonne entente avec la STIB puisque les abords de l'entrée du métro seront également refaits. Un montant de 3.368.000 euros est inscrit pour cette rénovation importante.

Nous réferons aussi les rues Kasterlinden et Paloke pour un montant de 80.000 € et nous sécuriserons le chemin entre la rue de la semence et le ALDI de l'avenue Joseph Baeck.

...

Nous avançons, également, en matière de rénovation de nos infrastructures sportives.

Nous allons faire une extension de la salle de sport « Louis Namèche » dont nous avons eu le plaisir d'inaugurer la rénovation en 2023. En effet, cette extension permettra de faciliter la vie des clubs et des groupes occupant la salle de sport. Un budget de 490.000 € est inscrit pour la réalisation de cette extension.

Nous tentons toujours d'acquérir à la rue des Fuschias, un rez-de-chaussée pour y installer un Dojo pour un montant 733.000 €. Cependant, des difficultés d'ordre urbanistique ont retardé le projet jusqu'ici.

Enfin, nous avons réaménagé le terrain de basket dans le parc des Muses, fort fréquenté, et souhaitons aller plus loin, pour un montant de 158.000 €.

Pour être parfaitement complète...

Dans le cadre du CRU 5, Je vous signale que nous allons construire un immeuble de six logements et d'un équipement casco au rez-de-chaussée, Quai de l'Industrie pour 2.375.000 €.

Nous allons lancer une étude en vue de la construction d'un équipement d'insertion socio-professionnelle à l'Avenue Jean Dubrucq, en particulier dans le secteur des paveurs. Notre objectif est, également, à terme, d'installer notre service communal « Pavage » dans ce lieu. Pour cela, nous avons prévu un budget de 652.000 €.

Mesdames et Messieurs,

Vous l'aurez constaté, l'année 2024 s'inscrit dans la continuité des années précédentes. Malgré les difficultés budgétaires issues des différentes crises que nous avons traversées, cette majorité a su relever d'importants défis en matière d'amélioration de nos services publics, de construction d'espaces collectifs et d'aménagement d'espaces publics. Pour rappel, ce sont près de 150.000.000 millions d'euros que nous avons investis dans des projets extraordinaires.

C'est un tour de force énorme pour une commune aussi fragile que la nôtre. Je ne vais pas rappeler les indicateurs socioéconomiques de notre commune, car en tant que mandataires locaux, vous êtes les mieux placés pour saisir et comprendre le contexte si singulier dans lequel notre commune résiste, contre vents et marées, aux aléas des refinancements ou non des autres niveaux de pouvoir dans les politiques publiques.

Mes chers collègues,

Je termine mon propos en vous annonçant que mon Collège a décidé d'inscrire modestement un budget de 60 000 € pour la réalisation d'un master plan pour la rénovation de notre Maison communale. Nous devons nous pencher sur notre bâtiment emblématique, qui est le cœur de notre démocratie et la maison commune de tous les Molenbeekoïis. Je suis convaincue de la nécessité de sa rénovation. Cela prendra du temps et de l'énergie, mais nous devons ouvrir la voie. Avec toutes les forces vives de ce Conseil communal, nous devons œuvrer à cet objectif de réhabiliter notre maison commune.

Ceci clôture la présentation du budget extraordinaire.

CONCLUSION

Chers collègues, voilà qui clôture mon intervention sur le dernier budget de la législature. Cette législature, nous avons connu des budgets de crise, beaucoup de budgets difficiles mais toujours, des budgets réalisés avec le plus grand sérieux.

Le fil sur lequel nous évoluons est de plus en plus ténu et de plus en plus haut. Nous ne pourrions continuer bien longtemps ainsi.

Il est primordial que ce qui sortira des urnes très bientôt amène les différentes forces autour des tables à tous les niveaux de pouvoirs afin de tenir compte du nécessaire refinancement des villes et communes pour leur permettre de continuer à assumer leur rôle de premier service public de proximité pour les citoyens, leur rôle d'investisseur public pour le maintien d'infrastructures de qualité, pour assurer un rôle de protection des citoyens au travers de Police ou encore des plus fragilisés via le CPAS mais puissent également assurer leur rôle au niveau de l'enseignement, de la culture, ou encore du soutien aux activités commerciales et économiques.

Toutes ces missions ainsi que les réponses aux défis sociétaux et environnementaux ne pourront être assurés qu'avec des financements structurels complémentaires pérennes.

Bien sûr, j'avais rêvé d'une autre situation financière pour Molenbeek en début de législature, mais si ce budget 2024 n'est pas celui dont j'avais rêvé, nous pouvons au moins nous féliciter d'avoir traversé les crises tout en ayant continué à assurer la réalisation de nombreux projets, en ayant maintenu un service au public de qualité et une situation financière, certes très tendue mais viable.

Je tiens à remercier particulièrement tous les services de notre administration ayant travaillé à la confection de ce budget et des documents préparatoires.

Je vous remercie pour votre attention et reste à votre disposition, pour répondre à vos questions et vous apporter toutes précisions utiles.

Toespraak van Mevrouw de Burgemeester, Catherine Moureaux, tijdens de presentatie van de gemeentebegroting 2024 aan de gemeenteraad op 29 mei 2024

Dames en heren adviseurs,
Beste collega's,
Dames,
Mijne heren,

Net als nu al vijf jaar zullen we een groot deel van deze zitting van de gemeenteraad besteden aan het uitleggen, becommentariëren, debatteren en uiteindelijk goedkeuren van de begroting voor 2024, de laatste van deze zittingsperiode.

Onze zittingsperiode 2019-2024 zal geen lange, stille rivier zijn geweest, dat is een understatement om te zeggen...

Als de wetgevende macht en de begroting voor 2019 zich aanvankelijk onder goede voortekenen presenteerden, was dit zonder rekening te houden met de opeenvolgende crises die we tussen 2020 en 2022 zouden meemaken, en ook zonder de gevolgen daarvan, die onze financiële situatie op de lange termijn zouden doen wankelen. Termijn als die van de meeste overheidsinstanties op alle niveaus van de staat.

Aan het begin van deze legislatuur, vijf en een half jaar geleden, waren de meeste indicatoren groen wat betreft onze begrotingstrajecten, dankzij de hulp van de regio die in 2015 de gemeentekas had aangevuld met € 27.100.000,- 2016, evenals € 35.787.900 buitengewoon in 2015 en 2016 (totaal € 62.887.900).

Ik zal u hier heel kort herinneren aan de inspanningen die we aan het begin van de zittingsperiode hebben geleverd voor massale investeringen in al onze scholen, investeringen in ons personeel door middel van werving op het gebied van openbare netheid en openbaar onderwijs, evenals promoties, het creëren van volledig nieuwe sportinfrastructuur, het handhaven van een sterk sociaal beleid met de verhoging van de hulp aan onze OCMW's, een verhoging van de hulp aan onze Politiezone, extra hulp voor huisvesting, een Netheidsplan, enz.

We hebben dit allemaal bereikt en behouden, ondanks de crises die daarop volgden. We werden geconfronteerd met de Covid-19-crisis, de onvoorziene kosten ervan en de gederfde inkomsten.

De energiecrisis volgde, vlak na die van de Oekraïense vluchtelingen en, voor ons, die van alle uitgesloten mensen in de wereld, die wij tot de enigen behoren die we met waardigheid kunnen verwelkomen.

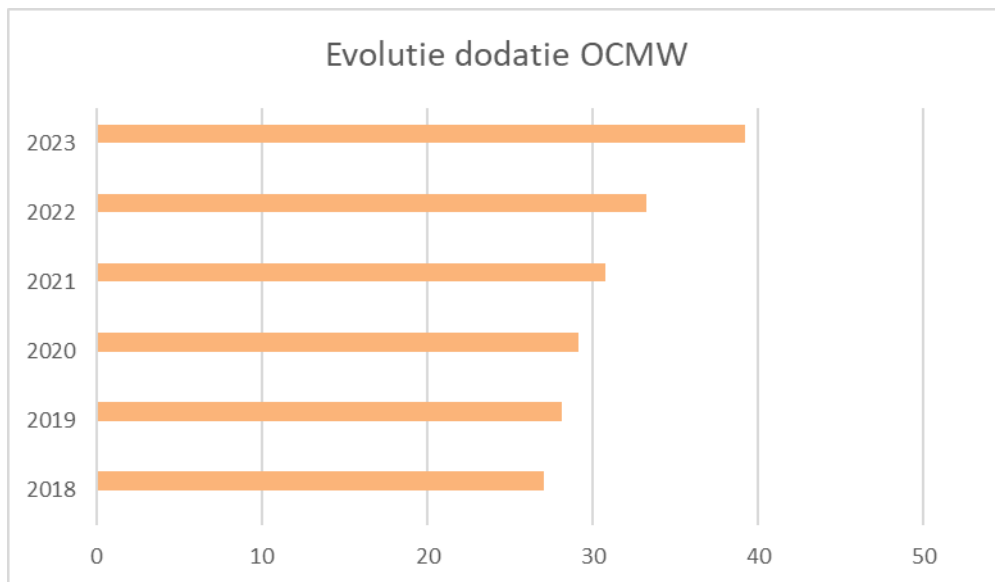
Alsof dat nog niet genoeg is, worden we momenteel zwaar getroffen door de explosie van de bouwkosten als gevolg van de schaarste aan materialen en zijn we net aan het bekomen van de inflatiecrisis die een groot deel van onze veren heeft uitgetrokken.

Een paar dagen geleden las ik in het DH dat volgens Statbel onze gemeente Sint-Jans-Molenbeek de tweede gemeente in het Brussels Gewest zou zijn waar 32,5% van de bevolking een hoog risico op financiële armoede zou lopen. (Sint-Joost op de 1e plaats en Anderlecht op de 3e, met een gemiddeld inkomen van € 18.533 voor Molenbeek). Een trieste rangschikking die we ondanks al onze inspanningen niet kunnen overwinnen.

Dit is de realiteit die we onder ogen moeten zien.

Nog meer armoede. Er is altijd meer hulp voor de burgers en er is steeds meer behoefte aan hoogwaardige openbare diensten. Dit is onze reden van bestaan.

Daarom is de toewijzing aan onze OCMW's de afgelopen jaren blijven stijgen.

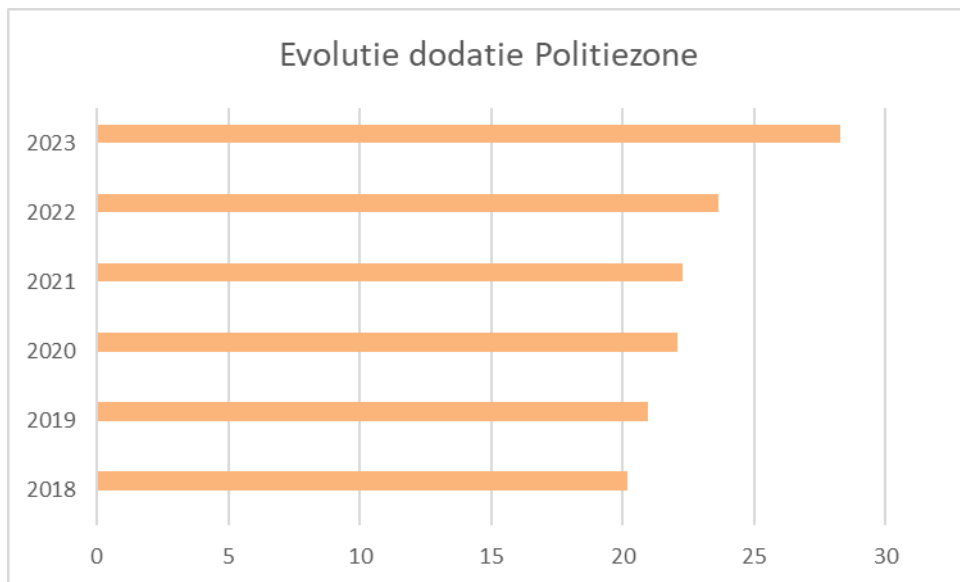


Hetzelfde geldt voor de personeelsbezetting van onze Politiezone: we wilden meer politieagenten op straat en die hebben we gekregen. 60 meer. Maar dit heeft een prijs, en de financiële crisis zal ons niet gespaard hebben. 60 salarissen die binnen een paar jaar meerdere keren moeten worden geïndexeerd, heeft een zeer pijnlijke budgettaire impact. Je krijgt niets voor niets. De veiligheid van onze steden heeft deze prijs. Het is een fenomeen van omvang dat verder gaat dan onze gemeente, dat ons allemaal te boven gaat. Ik denk dat deze inzet noodzakelijk was en als we konden, zouden we ons nog meer inzetten.

De crises zullen ook onze jongeren niet gespaard hebben. Onze gemeente is de jongste van België en heeft het grootste aantal werkloze jongeren (zie fiche "jeugd"). Om de kwaliteit van de dienstverlening te garanderen, hebben we de steun aan MOVE moeten verhogen.

Ten slotte hebben we, om al deze diensten te kunnen verlenen, de continuïteit van de Administratie moeten garanderen door het personeel, de opleiding, de hiërarchische lijnen en de motivatie sinds 2020 te versterken, en dat zullen we ook in de toekomst blijven doen. Momenteel kunnen we, met het budget dat we hebben en geconfronteerd met de grillen van meerdere indexaties, ons verheugen dat we dit budget hebben kunnen uitoefenen terwijl we onze vloot intact hebben gehouden.

We zouden dus kunnen zeggen dat, gezien al deze realiteiten op het terrein, deze grote armoede die de exponentiële behoeften van het OCMW, de Politiezone, MOVE en onze Staf genereert, ja, we zouden kunnen zeggen dat onze toezichthoudende bevoegdheden de behoeften zouden compenseren via een verhoging van de toewijzingen (bijvoorbeeld van de FRBTC en de DGC). Welnee. Niets. Nada. Niet alleen geen stijging, maar zelfs negatieve verschillen wat betreft de +/- 2 miljoen minder dit jaar waar we sinds de crisisjaren 2022 en 2023 op konden rekenen.



Zoals u zult hebben begrepen, kan deze begrotingsoefening voor 2024 als serieus en zeer moeilijk worden omschreven.

Het toezicht spoorde ons aan om evenwicht te bereiken.

Hier zijn we.

De uitdaging was groot: ons werk begon met een tekort van 8 miljoen euro.

Om dit te bereiken hebben we, nadat we een aantal mogelijkheden voor extra inkomsten hadden gevonden, gekozen voor een serieuze, misschien wel strenge, werkmethode van algemene kostenverlaging en voortdurende dialoog met de diensten.

De systematische verlaging van gemiddeld 7% van alle bedrijfskosten - uiteraard met inachtneming van de lopende contracten - heeft ons tot een resultaat gebracht van - € 600.000 aan eenmalige uitgaven voor de verkiezingen, zogenaamde 'immuunkosten' waar we uit kunnen halen het gewone 'bonus'-reservefonds.

Ik wil van dit moment gebruik maken om te benadrukken dat onze regionale inspecteur ons heeft geholpen en ons stap voor stap heeft gevolgd bij de moeilijke verwezenlijking van deze begroting voor 2024.

Mogen wij hem oneindig bedanken, evenals het hele team dat aan deze begroting heeft meegewerkt: mevrouw Sophie Rassart, mevrouw Nathalie Vandeput, enz.

Laten we na deze inleiding, die ons noodzakelijk leek, nu tot de kern van de zaak en de daadwerkelijke presentatie van de begroting voor 2024 komen.

De inkomsten opgenomen in de gewone begroting 2024 bedragen 242.423.026 euro, waarvan 3.405.877 euro aan functionele heffingen voor Wijkcontracten, Stadsvernieuwingscontracten, Stadsbeleid en het Schoolbeslag, evenals een algemene heffing op het gewone reservefonds van 1.908.000 euro.

De gewone kosten worden op hun beurt stopgezet op 243.022.594 euro, wat ons een negatief resultaat oplevert, of een verlies van -599.568 euro.

GEWONE RECEPTEN

Houd er rekening mee dat de gewone inkomsten zijn onderverdeeld in drie categorieën inkomsten: inkomsten uit uitkeringen, overdrachten en schulden.

De omzet uit diensten bedraagt dit jaar €16.031.320 miljoen en vertegenwoordigt 6,72% van de totale omzet exclusief heffing en is globaal €1.214.998 hoger dan in 2023.

De transferinkomsten bedragen € 219.835.004 miljoen, wat neerkomt op 92,13% van de totale inkomsten exclusief heffingen.

Deze inkomsten dalen globaal met € 940.578 vergeleken met 2023

De schuldeninkomsten vertegenwoordigen dit jaar 2.750.394,00 euro, vergeleken met 3.010.902,00 euro in 2023, of 1,15% van de totale gewone inkomsten.

Voor de goede orde: de financiële middelen van de gemeente bestaan uit drie hoofdcategorieën van inkomsten:

- ontvangen gelden en subsidies, dan wel financiële middelen van hogere overheden en andere overheden;

- belastinginkomsten, d.w.z. bijdragen van huishoudens en bedrijven;

- gemeentespecifieke middelen, oftewel opbrengsten uit diensten, dividenden, rente.

Ik heb u in de inleiding gezegd dat we dit jaar 2024 niet zullen kunnen rekenen op de voorzienige hulp van onze hogere autoriteiten, zoals het geval was in 2022 en 2023. De toewijzingen blijven status quo en trouw aan het Plan van 2024, en wat betreft Zo vertegenwoordigt de DGC dit jaar 21,03% van de transferinkomsten, d.w.z. een inkomen van 50.183.675 euro, maar ik herinner je eraan: 2 miljoen minder dan in 2022 en 2023.

Een belangrijke post in onze overdrachtsopbrengsten: de onroerende voorheffing.

Het vertegenwoordigt 22,37% van onze inkomsten, of 53.369.237 euro, vergeleken met 53.219.010 (48.917.419,88 euro, een voorafschaduwning van de rekening waarvan we volhouden dat we die nog niet hebben) in 2023.

In onze overdrachtsbelastinginkomsten vinden we ook de “aanvullende” of personenbelasting (IPP) die deze legislatuur ongewijzigd zal zijn gebleven. Het vertegenwoordigt 5,60% van de omzet, of 13.351.368 euro vergeleken met 13.918.505 euro (15.286.361,00 euro, prefig-rekening). Het verschil is aanzienlijk – 1.934.993 euro – maar wordt gerechtvaardigd door het feit dat de berekening van de PPI dat jaar over 14 maanden werd uitgevoerd en niet over 12.

Ik vestig uw aandacht op het feit dat onze inkomsten vanaf het begin van ons werk op slechts 2 posities al een “verlies” vertonen van 4 miljoen euro, vergeleken met 2023.

Bij de overdrachtsontvangsten zal ik niet stilstaan bij de zaken die niet veranderen ten opzichte van 2023, zoals bijvoorbeeld de toewijzing van ‘water’, de langetermijnfinanciering van pensioenen, belastingcompensatie voor economische ontwikkeling, maar ik wil toch een paar woorden wijden aan onze belastingen en sancties.

De belastingen

We hebben 10.852.767,00 euro aan belastingen gepland vergeleken met 8.800.344,99 euro in 2023, of bijna 2 miljoen euro aan extra inkomsten. Dit wordt met name gerechtvaardigd door de aanpassing van de fiscale regelgeving inzake de plaatsing van GSM-antennes. Alleen al deze begrotingslijn zou 1.200.000 euro moeten opleveren. Het verschil wordt gerechtvaardigd door de verhoging van de overige belastingen met 2,50%, gegeven de huidige situatie.

Administratieve sancties

Voor dit artikel is voor het jaar 2024 1.175.000 euro voorzien ten opzichte van 600.000 euro vorig jaar.

Waarom zo’n stijging? Niemand hier zal ontkennen dat onze commune het onderwerp is van kritiek, de een strenger dan de ander wat betreft de onbeleefdheid van welke aard dan ook, of het nu gaat om netheid, gebruik van wegen, respect voor gemeentelijke regelgeving in het algemeen. We moeten ons gedragen als goede vaders/moeders van gezinnen en na de fasen van preventie komen de fasen van repressie/sancties die ook deel uitmaken van de goede opvoeding van bepaalde mensen die het niet willen begrijpen.

Onder leiding van onze gemeentesecretaris gaan wij daarom onze 63 beëdigde sanctieagenten aan het werk zetten volgens een welomschreven plan, met nauwkeurige instructies.

Bij de overdrachtsbewijzen wil ik ook uw aandacht vestigen op de bijdragen en diverse overdrachtsbewijzen (die u kunt vinden in onze bijlage 1) en die dit jaar 15.847.941,69 euro zullen vertegenwoordigen, of ongeveer 1,5 miljoen bovenop wat we had begroot in 2023 maar vrijwel hetzelfde bedrag herzien in MB van 02-2023 en wat gerechtvaardigd wordt door de "Bijdrage van de hogere overheid in de schaalvergroting", zowel voor ons personeel als voor dat van de OCMW's.

Ik zal u nu enkele belangrijke inkomstenposten noemen die verband houden met diensten:

- Verhuur en concessies van onze activa die 3.270.493.000 euro vertegenwoordigen, vergeleken met 3.244.985,89 euro vorig jaar. Dit jaar hebben we een inflatieverhoging van 3,2% toegepast voor kamer- en concessieverhuur.
- Door ouders te betalen vergoedingen voor kinderopvang (250.000 euro) en Onderwijs-kinderdagverblijven: 320.000 euro. Ik herinner u eraan dat de maaltijden nu gedekt worden door subsidies van de Franse Gemeenschap, voor Franstalige scholen met positieve discriminatie (10 scholen op 16). Uitstapjes zijn gratis in de crèche en P1 P2 voor alle scholen, tot een bepaald plafond . (+/- 60€/eft). Van deze € 60,- wordt € 30 besteed aan uitstapjes en de rest aan de aanschaf van kleuterschoolbenodigdheden. In P1-P2 € 75,- per kind; 25€ voor uitstapjes en de rest aan benodigdheden. Volgend jaar, in 2025, wordt P3 toegevoegd, waarbij de € 75 wordt geïndexeerd, enzovoort tot P6.

De vergoedingen voor het gebruik van het pijpleidingennetwerk bedragen 2.217.061.000 euro, vergeleken met 2.029.289,14 euro in 2023.

- De parkeeropbrengsten zullen volgens de ontvangen e-mail van Parking Brussel 5.831.326,00 euro bedragen, vergeleken met 4.720.000 euro (4.998.809,20 euro, prefigrekening) in 2023.

- Terugvordering van de salarissen van gedetacheerd personeel – Nederlandstalige kinderdagverblijven en Politiezone – die 448.800,00 euro bedragen tegenover 410.574,49 euro in 2023, evenals de terugvordering van maaltijdcheques voor 216.910 euro en andere terugvorderingen en royalty's voor 684.165,00 euro tegenover 589.565,08 euro vorig jaar.

Ik eindig met inkomsten met schuldinkomsten.

Ter herinnering: ze vertegenwoordigen 1,15% van onze gewone inkomsten, of 2.750.394 euro.

Onze gas- en elektriciteitsdividenden zullen lager zijn dan in 2023, met voor gas een brief van Interfin waarin 1.361.978,00 euro aan dividenden wordt aangekondigd versus 1.391.392,83 euro en 1.319.416,00 euro voor elektriciteit versus de 1.552.177,68 euro die al was voorspeld voor de rekening van 2023.

Dames en heren, voordat we het hoofdstuk van de gewone uitgaven naderen, wil ik u er nogmaals aan herinneren dat we dit jaar vanaf het begin niet minder dan 8 miljoen aan inkomsten zullen hebben gemist.

Gewone uitgaven

Er zijn vier belangrijke items die de gewone uitgaven definiëren:

De personeelskosten, inclusief voor de goede orde de salarissen van leraren, vertegenwoordigen 46,47% van de gewone uitgaven, of 112.478.061 euro;

De exploitatiekosten vertegenwoordigen 8,42% of 20.386.031 euro;

Transferkosten: 35,74% of 86.507.376 euro

En tenslotte de schuldenlasten, namelijk 9,36% of 22.651.126 euro

Actief of gepensioneerd gemeentepersoneel.

Als we de lerarensalarissen eruit halen, vertegenwoordigt deze post 31,43% van onze gewone uitgaven, of 76.068.061 euro vergeleken met 77.138.573 euro vorig jaar.

Ondanks de crises van de afgelopen jaren zijn we onze prioritaire as van de oorspronkelijke begroting niet uit het oog verloren, namelijk de versterking van ons gemeentebestuur. Zelfs als het Aanwervingsplan is uitgesteld en we in andere jaren geval per geval onderzoek hebben gedaan naar vervangingen voor pensioneringen, zullen we er niettemin voor zorgen dat bepaalde strategische diensten profiteren van een compleet raamwerk, of zelfs ons personeelsbestand uitbreiden als mogelijk en zullen er alles aan doen om de motivatie van onze agenten te behouden.

Wat promoties betreft, hebben we tussen 2019 en 2023 23 agenten gepromoot. De wijziging van de status van onze agenten om een automatische status mogelijk te maken na 5 jaar carrière in onze administratie, onder voorbehoud van een positieve evaluatie en een uittreksel van een wit gerechtelijk document, is nu een realiteit.

Ons driejarig wervingsplan is, zoals ik u vertelde, momenteel sinds 2020 bevroren. Maar wij pensioenen en ontslag nemen we echter wel mee. Het operationele raamwerk blijft gehandhaafd. Personeel dat wegens ziekte afwezig is, wordt vervangen zodra het gegarandeerde salaris wordt overschreden.

Een ander belangrijk punt om de situatie van onze agenten te verbeteren was de oprichting in 2019 van de 2e pensioenpijler voor onze contractuele agenten. Deze laatste zullen kunnen profiteren van een stijgende “pensioencoëfficiënt”.

Ik herinner u er dus aan dat sinds 2019 niet minder dan 325 agenten de status hebben gekregen en in totaal hebben we 230 werknemers van niveau E aangesteld. Dit beleid heeft gevolgen voor de begroting voor het volgende jaar. Dit proces maakte het mogelijk om de aansprakelijkheidsbijdrage te verlagen en eind 2021 op 0 te komen.

Simulatie gemaakt door de Pensioenadministratie:

Cotisation de responsabilisation

Année	Déficit	Coefficient de responsabilisation	Cotisation de responsabilisation
2020	2.042.145 €	50,00 %	1.021.072 €
2021	2.528.682 €	50,00 %	1.264.341 €
2022	2.547.697 €	50,00 %	1.273.849 €
2023	2.504.642 €	71,00 %	1.778.296 €
2024	2.710.524 €	74,00 %	2.005.788 €
2025	2.928.326 €	78,00 %	2.284.094 €
2026	3.146.451 €	80,00 %	2.517.161 €

Naast het effect van het verlagen van de verantwoordingsbijdragen hadden de benoemingen ook een financieel effect voor de gemeente via het verlenen van subsidies:

Subsidies verkregen voor benoemingen (naast de verlaging van de aansprakelijkheidsbijdrage)

2019 350.000
2020 600.000
2021 212.000

2022 60.000
2023 48.000

Wat betreft het opleidingsbudget

Het bedrag voor 2024 is stabiel. Dit jaar wordt de voorkeur gegeven aan interne en groepstrainingen.

In 2024 zal een nieuw opleidingsplan worden geïmplementeerd, waarvan hier enkele kernpunten zijn:

Planning en ontwerp van trainingsprogramma's:

Duidelijke doelstellingen: Definieer nauwkeurige doelstellingen voor elk trainingsprogramma.

Relevante inhoud: zorg ervoor dat de inhoud van de opleiding relevant is voor de taken en verantwoordelijkheden van elke werknemer.

Gevarieerde methoden: Gebruik verschillende leermethoden, zoals workshops, online sessies, presentaties, simulaties, enz.

Continue evaluatie: Integreer evaluaties in de hele training om het begrip en de toepassing van kennis te meten.

Toezicht en evaluatie:

Evaluatie van de resultaten: HR-vertegenwoordigers zullen in het veld de effectiviteit van de training meten door de verworven vaardigheden, de werkprestaties en de tevredenheid van de werknemers te evalueren

Een paar woorden nu over de bedrijfskosten:

De te betalen exploitatiekosten vertegenwoordigen 8,42% van onze kosten, of 20.386.031 euro vergeleken met 19.622.659 euro in 2023.

Deze begroting voor 2024 ziet de explosie van de elektriciteitskosten: 1.800.000 euro, vergeleken met 1.120.341 in 2022 en 1.500.000 euro aan gas vergeleken met de 870.000 op de rekening van 2022!

Dit jaar hebben we ook 300.000 euro gepland voor IT, die de administratie (€ 250.000), de workshops (€ 25.000) en de commissaris (€ 25.000) logistiek sterk moet ondersteunen.

En bovenal mogen we de vergoeding voor diensten voor de komende verkiezingen niet vergeten. Hiervoor hebben wij 344.000 euro begroot.

Wat de door het College vastgestelde bedrijfskosten betreft, zal ik niet elk item gedetailleerd beschrijven, aangezien we, zoals u zult hebben gemerkt, meer dan streng zijn geweest en alle items voor het grootste deel met maximaal 10% hebben verlaagd, en dus zijn gestegen naar 547.050,- euro, tegenover 662.164,- in 2023.

De transferkosten vertegenwoordigen 35,74% van onze gewone kosten, of 86.507.376 euro vergeleken met 83.311.500,21 euro in 2023, verhoogd tot €39.185.182 in MB.

Een aanzienlijk deel van de uitgaven in deze gewone begroting gaat uiteraard naar gemeentelijke subsidies.

Zo stijgt de toewijzing voor de OCMW's tot 39.698.507 euro in 2024, tegenover 37.332.907 euro in 2023, een stijging met 6,3%.

De Politiezone zal in 2024 30.136.175 euro ontvangen tegenover 27.421.452 vorig jaar, een stijging met 9,89%.

De vzw MOVE ontvangt dit jaar 2.138.406 euro. Vorig jaar ontving ze 2.101.420 euro.

In termen van zogenaamde "gratis" toewijzingen hebben we waar mogelijk het aantal verzoeken verminderd. Dus, voor de meest opvallende:

Adviesraad Moslims en Vrienden van de Seculiere Moraliteit: € 31.500 in plaats van € 47.700

De lokale missie: € 60.480 in plaats van € 63.000

Molenbeekse Opleiding: €34.560 in plaats van €36.000

De MAAR: € 120.000,- in plaats van € 125.000,-
De vzw POP: €124.800 in plaats van € 130.000

Anderzijds hebben we de vzw VIA die nieuwkomers helpt niet aangeraakt, en hebben we integendeel 42.650 euro opgenomen in de begroting 2024 voor de begeleiding van het door de Olympische federatie gesteunde sportevenement, de “Urban Youth Games”.

U moet weten dat Molenbeek dit jaar voor de vijfde keer gastheer is van de Brussels Urban Young Games, in april, op nationale basis en dat op 31 mei meer dan 240 kinderen van onze Frans- en Nederlandstalige gemeentelijke scholen naar Parijs zullen afreizen op de Olympische installaties om een onvergetelijke dag te beleven in aanwezigheid van Olympische atleten van hoog niveau die hen kennis laten maken met een tiental competitiesporten.

Een geweldige reclame voor onze stad en vooral een geweldige kans een geluk voor de jongeren van onze scholen, aangezien 1/3 van de Molenbeekse deelnemers die dag de groep kinderen zal vormen die uit de vier hoeken van België komen.

Dit vergt iets meer middelen dan voorgaande jaren en wij verzorgen het vervoer voor de kinderen en begeleiders, al het andere is de verantwoordelijkheid van de organisatoren. Vandaar het verschil in bedragen tussen 2023 en 2024 (€ 42.650 versus € 30.000)

Een ander verschil ten slotte betreft de bonus “Onroerendgoedinkomen” die aan huishoudens wordt betaald. Hierbij moet worden bedacht dat wij, gezien de verzoeken om terugbetaling van premies ontvangen in onze diensten, ondanks de aankondigingen, brieven, advertenties in de krant en op onze netwerken, de beslissing hebben genomen om de pot met premies te verlagen ter compensatie van de verhoging door het Gewest van de onroerende voorheffing.

Het bedrag stijgt dus van 2.200.000 euro naar 1.430.000 euro, wat ons voldoende lijkt om de verzoeken te dekken, wetende dat een deel van de Molenbeekse bevolking het verzoek vrijwillig niet zal doen om hun eigen redenen.

Ik sluit het hoofdstuk over de gewone uitgaven af met de schuldenlasten.

En daar komt de genadeslag voor ons als het tijd is om onze begroting op te maken: debet, lijfrente en late interesten (“interday korte termijn”) voor 2024 geraamd op 1.080.000 euro vergeleken met slechts 112.000 euro in de begroting 2023!

Deze aanzienlijke stijging is geen verrassing en wordt verklaard door de aanzienlijke stijging van de rentetarieven, met name als gevolg van de inflatie.

* *

Laten we nu naar de buitengewone begroting voor 2024 gaan, het laatste programma van investeringen, waardoor de wetgevende macht wordt gesloten.

DE BUITENGEWONE BEGROTING

Deze buitengewone begroting is, net als de gewone begroting, de laatste van deze zittingsperiode. Sinds 2019 heeft onze gemeente meer dan 150.000.000 miljoen euro geïnvesteerd om de leefomgeving van de inwoners van Molenbeek te verbeteren, hetzij door een deel van onze openbare ruimte te verfraaien door te renoveren of te bouwen ten behoeve van burgers en verenigingen, en in het bijzonder in onze scholen en voor onze kinderen.

Onze gemeente staat bekend en erkend vanwege haar vermogen om externe financiering te verkrijgen: van de Regio, de FWB, de Cocom, de VGC en Europa. Overal kloppen we op deuren. Elke dienst wordt in deze richting gemobiliseerd.

Onze DIDU-afdeling beheert tientallen miljoenen euro's aan investeringen in complexe maar essentiële operaties, om nuttige en belangrijke projecten uit te voeren op het gebied van openbare dienstverlening. Dit omvat bijvoorbeeld het verbeteren van onze scholen en

kinderdagverblijven, het veiliger maken van onze straten en het grondig renoveren van onze wegen.

Sinds 2019 hebben we daarom ruim 150.000.000 miljoen euro geïnvesteerd.

Het jaar 2024 zal geen uitzondering op de regel zijn.

In 2024 zullen we een mondiaal budget van bijna 30 miljoen euro mobiliseren. Het gesubsidieerde deel vertegenwoordigt tot nu toe al 75% van dit bedrag.

Ter vergelijking: onze gemeente is een van de meest dynamische als het gaat om onze investeringen.

Zoals elk jaar wil ik van deze gelegenheid gebruik maken om onmiddellijk de teams te bedanken die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van grote renovatieprogramma's voor onze schoolactiva, wegenwerken, de lancering van studies of projecten die verband houden met onze gesubsidieerde programma's zoals CRU's en buurtcontracten zelfs de renovatie van onze scholen.

Maar waar zullen deze investeringen concreet naartoe gaan?

In de eerste plaats, en dit zal voor niemand een verrassing zijn, aangezien we dit als prioriteit nummer 1 van onze wetgevende macht hebben genoemd: richting onze scholen.

Wij hebben vanaf het begin van de zittingsperiode aangekondigd dat wij een ongeëvenaarde inspanning zouden leveren voor onze scholen. Sinds 2019 is bijna 30 miljoen euro uitgegeven aan de (soms complete) renovatie van onze schoolgebouwen.

Zoals jullie weten is stadsvernieuwing onze gewapende vleugel!

Dankzij onze vasthoudendheid ("strijdlust" in?) hebben we een Wijkcontract voor de wijk Etangs-Noirs verkregen. Ter herinnering: door het combineren van andere bronnen van publieke financiering is er een budget van bijna 29 miljoen euro vrijgemaakt dat de komende jaren zal worden besteed aan concrete renovatieprojecten in dit gebied van onze gemeente dat in grote nood verkeert.

Alleen al voor het jaar 2024 is bijna 4 miljoen euro begroot voor de lancering van het wijkcontract Etangs-Noirs. Dit is een grote opsteker voor de buurt.

We gaan een gebouw verwerven in de Van Hoegardestraat voor een bedrag van € 562.000 om er een Welzijnscentrum te vestigen.

We kochten verschillende gebouwen en gronden aan de Oostendestraat om een ontspanningsruimte te creëren voor de bewoners van de buurt. Totale kosten van deze operatie: € 1.582.000.

We zullen een parkeerplaats verwerven voor de prijs van bijna 1 miljoen euro, gelegen in de rue Tazieaux. Deze investering maakt het mogelijk om de schade te compenseren parkeerplaatsen als onderdeel van de toekomstige ontwikkeling van Place des Etangs-Noirs om er een meer open en toegankelijke ruimte van te maken voor gezinnen in de buurt.

Nadat we een groot gebouw aan de Piersstraat hebben verworven om ons Maison des Cultures uit te breiden, zullen we de vervolgstudies lanceren voor de realisatie van dit prachtige project voor bijna € 1.221.000.

Wij schrijven een bedrag van € 1.250.000 in voor de creatie van een ruimte gewijd aan circuspraktijk en een ruimte voor fietsreparaties op de huidige Libelco-site. Deze werkzaamheden zijn gepland voor 2025 en worden gefinancierd door de VGC en Vlaanderen voor respectievelijk € 500.000 en € 750.000.

We zetten onze inspanningen ook voort in de wijk Gare de l'Ouest.

In het kader van een Beliris-project zullen we de prachtige site Vandenheuvel verwerven met het oog op de plaatsing van de Cité des Sciences. Onze gemeente mag zich dan ook

gelukkig prijzen met een erkend Fab'lab in en buiten Molenbeek, dat zich bewezen heeft en wacht op uitbreiding. De plek is hier perfect voor.

Wij gaan daarom een budget van 2,5 miljoen euro (gesubsidieerd) invoeren zodat we dit terrein kunnen verwerven.

...

Ook wat betreft het verwelkomen van de kleintjes hebben we vooruitgang geboekt.

Na de uitvoering van de opdracht voor werken voor een crèche in de Rue de Lessines. Dit jaar zal de bouw van een crèche met 45 plaatsen beginnen, voor een bedrag van 4 miljoen euro.

Ook de renovatie van onze wegen blijft voor 2024 niet achterwege.

Deze belangrijke vaardigheid is overgenomen door Saliha Raiss en vereist constante monitoring en ondersteuning om complexe bestanden tot bloei te brengen.

In 2024 voeren we de volledige renovatie, van gevel tot gevel, van de Scheutbosstraat uit voor een bedrag van 694.000 euro.

Ook gaan we het Beekkantplein helemaal opnieuw inrichten, inclusief openbare verlichting. Deze herontwikkeling zal in goed overleg met de MIVB gebeuren aangezien ook de omgeving van de metro-ingang vernieuwd zal worden. Voor deze ingrijpende renovatie is een bedrag van 3.368.000 euro uitgetrokken.

We zullen ook de straten Kasterlinden en Paloke heraanleggen voor een bedrag van € 80.000 en we zullen het pad tussen de rue de la semence en de ALDI aan de Joseph Baecklaan veiligstellen.

...

We boeken ook vooruitgang bij de renovatie van onze sportinfrastructuur.

We gaan een uitbreiding maken van de sporthal "Louis Namèche", waarvan we de renovatie in 2023 mochten inluiden. Deze uitbreiding zal het leven gemakkelijker maken voor de clubs en groepen die de sporthal bezetten. Voor de voltooiing van deze uitbreiding is een budget van € 490.000 uitgetrokken.

We proberen nog steeds een begane grond te verwerven in de rue des Fuschias om een Dojo te installeren voor € 733.000. Stedenbouwkundige problemen hebben het project echter tot nu toe vertraagd.

Tenslotte hebben we het basketbalveld in het drukke Parc des Muses herontwikkeld en willen we verder gaan, voor een bedrag van € 158.000.

Om helemaal compleet te zijn...

Als onderdeel van CRU 5 wil ik u meedelen dat we een gebouw met zes wooneenheden en casco-apparatuur op de begane grond gaan bouwen, Quai de l'Industrie voor € 2.375.000.

We gaan een studie opstarten met het oog op de bouw van sociaal-professionele integratievoorzieningen aan de Jean Dubrucqalaan, vooral in de bestratingssector. Onze doelstelling is tevens om op termijn op deze locatie onze gemeentelijke dienst "Bestrating" te plaatsen. Hiervoor hebben we een budget voorzien van € 652.000.

Dames en heren,

Zoals u zult hebben gemerkt is het jaar 2024 een voortzetting van voorgaande jaren. Ondanks de begrotingsproblemen als gevolg van de verschillende crises die we hebben meegemaakt, is deze meerderheid erin geslaagd het hoofd te bieden aan aanzienlijke uitdagingen op het gebied van het verbeteren van onze openbare diensten, het bouwen van collectieve ruimtes en het ontwikkelen van openbare ruimtes.

Ter herinnering: we hebben bijna 150.000.000 miljoen euro geïnvesteerd in buitengewone projecten.

Het is een enorme prestatie voor een stad die zo kwetsbaar is als de onze. Ik ga me de sociaal-economische indicatoren van onze gemeente niet herinneren, omdat u als lokale agenten het best geplaatst bent om de zeer unieke context te begrijpen en te begrijpen waarin onze gemeente, tegen alle verwachtingen in, weerstand biedt aan de grillen van het al dan niet herfinancieren van andere machtsniveaus in het overheidsbeleid.

Mijn beste collega's,

Ik eindig mijn opmerkingen door u aan te kondigen dat mijn college heeft besloten om op bescheiden schaal een budget van € 60.000 opzij te zetten voor de opmaak van een masterplan voor de renovatie van ons stadhuis. We moeten kijken naar ons emblematische gebouw, dat het hart is van onze democratie en het gemeenschappelijke huis van alle inwoners van Molenbeek.

Ik ben overtuigd van de noodzaak van renovatie. Het zal tijd en energie kosten, maar wij moeten het voortouw nemen.

Met alle kracht van deze gemeenteraad, we moeten werken aan dit doel: het herstel van ons gemeenschappelijk huis.

Hiermee is de presentatie van de buitengewone begroting afgerond.

CONCLUSIE

Beste collega's, hiermee is mijn interventie over de laatste begroting van de zittingsperiode afgerond.

Deze legislatuur hebben we crisisbegrotingen meegemaakt, veel moeilijke begrotingen, maar altijd begrotingen die met de grootste ernst werden uitgevoerd.

De draad waarover we bewegen wordt dunner en dunner en hoger en hoger. Op deze manier kunnen we niet lang meer doorgaan.

Het is van essentieel belang dat wat er uit de peilingen naar voren komt, de verschillende krachten op alle machtsniveaus zeer snel rond de tafels brengt, zodat rekening kan worden gehouden met de noodzakelijke herfinanciering van steden en dorpen, zodat zij hun rol als voornaamste lokale machthebber kunnen blijven vervullen. Openbare dienstverlening aan de burgers, hun rol als publieke investeerder voor het behoud van een kwaliteitsinfrastructuur, om een rol van bescherming van burgers te verzekeren via de politie of zelfs de meest kwetsbaren via de OCMW's, maar kunnen ook hun rol op het vlak van onderwijs en cultuur verzekeren, of zelfs steun voor commerciële en economische activiteiten.

Al deze missies en de antwoorden op maatschappelijke en ecologische uitdagingen kunnen alleen worden gewaarborgd met aanvullende structurele financiering op lange termijn.

Natuurlijk had ik aan het begin van de zittingsperiode gedroomd van een andere financiële situatie voor Molenbeek, maar als deze begroting voor 2024 niet de begroting is waar ik van had gedroomd, kunnen we onszelf op zijn minst feliciteren met het feit dat we de crises hebben doorstaan en tegelijkertijd zijn blijven voortbestaan. Zorgen voor de voltooiing van talrijke projecten, met behoud van een kwaliteitsvolle dienstverlening aan het publiek en een financiële situatie, zeker zeer gespannen maar levensvatbaar.

Ik wil in het bijzonder alle afdelingen van onze administratie bedanken die aan de voorbereiding van deze begroting en de voorbereidende documenten hebben gewerkt.

Ik dank u voor uw aandacht en blijf tot uw beschikking om uw vragen te beantwoorden en u van alle nuttige informatie te voorzien.